

**José Antonio
Primo de Rivera**

ANTHOLOGIE
(Recueil de citations)
Première partie

EDITIONS NOTRE COMBAT



NATIONAL - SOCIAL - RADICAL

PREMIÈRE PARTIE. DOCTRINE

I. LES BASES INTELLECTUELLES

1. À ce jalon de notre route, on exige de nous, maintenant, face à l'Histoire, une précision rigoureuse de notre position.

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

2. [...] Le bien et la vérité sont des catégories permanentes de la raison et, pour savoir si l'on a raison, il ne suffit pas de le demander au Roi – dont la volonté, pour les partisans de la monarchie, est toujours bien orientée –, il faut examiner, à chaque instant, si nos actes sont en accord avec une aspiration permanente.

« Sur la notion d'État », discours au Parlement, 19 décembre 1933.

3. [...] On peut arriver à l'enthousiasme et l'amour par la voie de l'intelligence.

« Ironie sur le Parlement », intervention au Parlement, 3 juillet 1934.

4. « *Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas [...]* », mais l'intelligence, elle aussi, a sa manière d'aimer dont le cœur, parfois, ne sait rien ».

« Essai sur le nationalisme », Revue JONS, avril 1934.

5. Le jeu impassible des règles est toujours plus sûr que notre appréciation personnelle. La balance pèse avec plus de précision que la main.

Conférence « Droit et Politique » devant le Syndicat universitaire espagnol (SEU), 11 novembre 1935.

II. LE CONCEPT DE L'HOMME

A.

6. Pour nous, l'individu est l'unité fondamentale, car tel est le sentiment de l'Espagne, qui a toujours considéré l'homme comme porteur de valeurs éternelles.

Conférence « L'Espagne et la Barbarie », Valladolid, 3 mars 1935.

7. La liberté de l'homme n'est respectée que si on le croit, comme nous le croyons, porteur de valeurs éternelles ; si on le considère comme l'enveloppe corporelle d'une âme capable de se damner ou de se sauver. C'est seulement si on le voit ainsi que l'on peut dire que l'on respecte vraiment sa liberté.

Discours de fondation de la Phalange espagnole, Madrid, 29 octobre 1933.

8. L'individu est, par rapport à la personne, ce que le peuple est par rapport à la société politique.

« Essai sur le nationalisme », Revue JONS, avril 1934.

9. Nul ne peut être « quelqu'un » à moins que d'« autres » n'existent. Ce n'est pas notre charpente physique qui fait de nous des personnes, c'est l'existence des autres et le fait qu'ils sont aussi des « personnes », qui nous différencient.

« Euzkadi libre ? », FE, 7 décembre 1933.

10. [...] la véritable réalité juridique est la « personne », c'est-à-dire l'individu considéré, non dans sa réalité vitale, mais en tant que porteur actif ou passif de relations sociales réglées par le Droit ; en tant qu'être capable d'exiger, d'être contraint, d'attaquer ou de transgresser.

« Essai sur le nationalisme », Revue JONS, avril 1934.

11. On n'est une « personne » qu'en tant qu'on est autre ; c'est-à-dire un en face des autres, créancier ou débiteur possible des autres, maître des positions qui ne sont pas celles des autres. Ainsi, la personnalité de l'homme n'est pas déterminée de l'intérieur, en tant qu'agrégat de cellules, mais de l'extérieur, en tant que possesseur de relations.

« Essai sur le nationalisme », Revue JONS, avril 1934.

12. Nul n'est jamais né membre d'un parti politique ; mais nous naissons tous membres d'une famille ; nous sommes tous habitants d'une commune ; nous nous livrons tous à l'exercice de quelque forme de travail.

Discours de fondation de la Phalange espagnole, Madrid, 29 octobre 1933.

13. Servir est le seul moyen d'atteindre la dignité humaine. Seul est grand celui qui s'astreint à jouer un rôle dans l'accomplissement d'un grand dessein. Ce point essentiel, la grandeur de la fin à laquelle on aspire, est ce que vous ne voulez pas prendre en considération.

« Deuxième lettre ouverte à Luca de Tena »¹, ABC, 23 mars 1933.

1 [NdÉ] ABC était un journal conservateur, l'un des plus importants quotidiens espagnols, fondé par Luca de Tena.

14. Le « señorito » est le successeur dégénéré du « seigneur », de l'« hidalgo », qui a écrit, jusqu'à ces derniers temps, les plus belles pages de notre histoire. Le seigneur était un seigneur parce qu'il était capable de « renoncer », c'est-à-dire d'abandonner ses privilèges, ses commodités, et ses plaisirs en hommage à une haute idée de servir. « Noblesse oblige », pensaient les seigneurs, les hidalgos, c'est-à-dire noblesse « exige ». Plus on est, plus on doit être capable de renoncer à être. C'est pourquoi des rangs élevés de la noblesse sont issus la plupart des noms qui se sont illustrés par le sacrifice.

« Señoritismo », FE, 21 janvier 1934.

B

15. Voyez où en est réduit l'homme européen sous l'action du capitalisme. Il n'a plus de maison, il n'a plus d'individualité, il n'a plus d'habileté artisanale, il n'est déjà plus qu'un numéro dans des agglomérations.

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

16. [...] la caractéristique de la tragédie espagnole et de la tragédie européenne [est celle-ci] : l'homme a été désintégré, déraciné ; il est devenu un numéro [...]. Un numéro sur les listes électorales et un numéro dans la queue à l'usine, et cet homme désintégré ne demande, à grands cris, qu'à retrouver la terre sous ses pieds, à s'harmoniser de nouveau avec un destin collectif, avec un destin commun ; plus simplement – pour appeler les choses par leur nom – avec le destin de la Patrie.

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

C

17. L'homme, dans la cité, on ne le voit, pour ainsi dire, pas. Il est toujours caché derrière sa fonction, derrière son vêtement. À la ville, on voit le commerçant, l'électricien, l'avocat. À la campagne, c'est toujours l'homme que l'on voit.

« Allez à la campagne ». [Non répertorié dans les Œuvres complètes]

18. Nous, qui venons de la ville, nous nous sentons toujours un peu inférieurs devant eux [ceux de la campagne]. Eux ne nous découvrent pas, si l'on peut dire, derrière nos vêtements.

« Allez à la campagne ». [Non répertorié dans les Œuvres complètes]

D

19. Quand le monde est sorti de ses gonds, on ne peut y remédier par des onguents techniques ; il faut tout un ordre nouveau. Et cet ordre doit, une fois de plus, jaillir de l'individu.

Conférence « L'Espagne et la Barbarie », Valladolid, 3 mars 1935.

III. LA LIBERTÉ HUMAINE

20. En face du dédaigneux « Liberté, pourquoi ? », de Lénine, nous commençons, nous, par affirmer la liberté de l'individu, par reconnaître l'individu. Nous, qui sommes faussement accusés de défendre un panthéisme d'État, nous commençons par accepter la réalité de l'individu libre, porteur de valeurs éternelles.

Conférence « État, Individu, Liberté », 28 mars 1935.

21. L'homme doit être libre, mais il n'existe pas de liberté si ce n'est au sein d'un ordre.

Conférence « L'Espagne et la barbarie », Valladolid, 3 mars 1935.

IV. PROPRIÉTÉ ET TRAVAIL, ATTRIBUTS ÉLÉMENTAIRES DE L'HOMME

22. La propriété est la projection directe de l'homme sur les choses qu'il possède, c'est un attribut élémentaire de l'homme. Le capitalisme a, peu à peu, substitué à cette propriété de l'homme, la propriété du capital, instrument technique de domination économique.

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

23. Le travail est une fonction humaine, de même que la propriété est un attribut humain. Que peut-on vouloir dire par « harmoniser le capital et le travail ».

Conférence « L'Espagne et la barbarie », Valladolid, 3 mars 1935.

V. CONCEPT DE LA VIE

24. La religion et l'armée offrent les deux seules manières de comprendre la vie intégralement et sérieusement.

Discours de clôture du deuxième congrès de la Phalange, Madrid, 17 novembre 1935.

25. Toute existence humaine – de l'individu ou du peuple – est un tragique combat entre le spontané et le difficile.

« Essai sur le nationalisme », Revue JONS, avril 1934.

26. Les positions spirituelles ainsi emportées par la lutte héroïque contre le spontané sont celles qui s'impriment ensuite le plus profondément dans notre être authentique.

Id.

27. Telle est, entre autres, la douce récompense que l'on obtient en s'efforçant de devenir meilleur. Si l'on perd des joies élémentaires, on en trouve au bout de la route d'autres, si chères, et si intenses, qu'elles finissent par envahir le domaine des attachements anciens, déracinés dès le début de l'entreprise dominante.

Id.

VI. LE PEUPLE

28. Un peuple, c'est une intégrale de destinée, d'effort, de sacrifice et de lutte, que l'on doit considérer en bloc, qui s'avance dans l'Histoire, et qu'il faut servir en bloc.

« Sur la notion d'État », discours au Parlement, 19 décembre 1933.

VII. L'HISTOIRE

29. La vie de tous les peuples est une lutte tragique entre le spontané et l'historique. Les peuples à l'état primitif savent percevoir quasi végétalement les caractères de la terre. Quand ils dépassent l'état primitif, ils se rendent compte que ce ne sont pas les caractères telluriques qui leur donnent leur figure propre, mais leur mission qui, au sein de l'universel, les différencie des autres peuples. Quand survient une époque de décadence de ce sentiment de mission universelle, les séparatismes commencent à refleurir. Les hommes se tournent de nouveau vers leur sol, leur musique, leur terre, leur langue et de nouveau se trouve en péril la glorieuse intégrité de l'Espagne d'autrefois.

Discours de proclamation de la Phalange espagnole des JONS au Théâtre Calderon de Valladolid, 4 mars 1934.

30. Comme le j'ai dit au Théâtre de la Comédie², le sens tout entier de l'Histoire et de la Politique est soumis à la loi de l'amour. Il suffit de comprendre l'amour pour qu'il nous dise à chaque instant, sans besoin d'un programme divisé en articles et paragraphes numérotés, l'heure où nous devons nous embrasser et l'heure où nous devons nous affronter.

Discours « La Phalange avant les élections de 1936 », Madrid, 2 février 1936.

31. Que nous assistions présentement à la fin d'une ère, c'est un fait que personne à peine n'ose nier, à moins de motifs intéressés. Cette ère à l'agonie a été brève et brillante. Sa naissance peut se placer dans la troisième décennie du XVIII^e siècle. Son dynamisme interne peut s'exprimer grosso modo par un seul mot : l'optimisme. Le XIX^e siècle, dominé par les ombres tutélaires de Smith et de Rousseau, croyait en fait qu'en abandonnant les choses à elles-mêmes, tout irait pour le mieux dans le domaine économique comme dans le domaine politique.

« Tradition et Révolution », préface à J. Pérez de Cabo, Arriba España, août 1935.

32. Notre temps ne fait pas quartier. Notre destin est un destin de guerre qui nous impose de n'épargner ni notre peau ni notre sang. Et par fidélité à ce destin, nous allons de place en place, endurant l'humiliation de l'exhibition publique, obligés d'exprimer à grands cris ce que nous avons conçu dans l'austérité du silence ; supportant l'imbécillité de ceux qui ne nous comprennent pas et l'antagonisme de ceux qui ne veulent pas nous comprendre, et nous cassant les reins à jouer l'habituelle comédie destinée à conquérir « l'opinion publique » comme si le peuple, qui peut brûler d'amour ou de colère, était capable aussi d'avoir, collectivement, une opinion.

« Hommage et reproches à Ortega y Gasset », Haz, 5 décembre 1935.

33. Toutes les jeunesses conscientes de leurs responsabilités brûlent de reconstruire le monde. Elles y travaillent par la voie de l'action et, ce qui est le plus important, par celle de la pensée constamment vigilante sans quoi l'action n'est que pure barbarie. Comment pourrions-nous nous soustraire à cette préoccupation universelle, nous, Espagnols, dont la jeunesse s'est épanouie au milieu des perplexités de l'après-guerre ?

« Tradition et Révolution », préface à J. Pérez de Cabo, Arriba España, août 1935.

2 [NdT] Il s'agit du discours prononcé au Théâtre de la Comédie à Madrid, le 29 octobre 1933, à l'occasion de la fondation de la Phalange.

34. Nous, les jeunes, qui sommes mus par des impulsions spirituelles, et affranchis de l'égoïsme grossier des vieux « caciques », nous aspirons à créer une Espagne grande et juste dans l'ordre et la foi.

« Les jeunes dans la tempête », Arriba, 7 novembre 1935.

35. Qu'attendent-ils aujourd'hui les jeunes dans la tempête ? Abandonneront-ils toute espérance ? Se retireront-ils dans leur tour d'ivoire ? Vont-ils de nouveau écouter les voix partisans pour être, une fois de plus, séduites, puis désenchantées ?

Id.

VIII. PATRIE, PATRIOTISME

A.

36. La Patrie est ce qui donne corps à un grand dessein collectif. Sans ce dessein, il n'y a pas de Patrie ; sans l'existence de cette foi en un destin commun, tout se résout à la province natale, aux saveurs et aux couleurs locales.

« La cornemuse et la lyre », FE, 11 janvier 1934.

37. La Patrie est une unité totale où s'intègrent tous les individus et toutes les classes ; la Patrie ne peut être le privilège de la classe la plus forte ni du parti le mieux organisé. La Patrie est une synthèse transcendante, une synthèse indivisible, qui a des fins propres à accomplir.

Discours de fondation de la Phalange espagnole, Madrid, 29 octobre 1933.

38. [...] Un rêve d'unité et de tâche commune en face des particularismes étroits et un retour aux fragmentations qui pousse la Nation au suicide.

Exhortation à la Catalogne. [Non répertorié dans les Œuvres complètes]

39. La Patrie est l'unique destin collectif possible. Si nous voulons la réduire à une échelle plus petite, à la maison, au terroir, il ne nous reste plus qu'une relation quasiment physique ; si nous l'étendons à l'Univers tout entier, nous nous perdons dans un concept vague et insaisissable. La Patrie est justement ce qui donne lieu, sur une base physique, à une différenciation de l'Universel. La Patrie est précisément ce qui unit et différencie, dans l'ordre universel, le destin de tout un peuple ; elle est, comme nous l'avons toujours dit, une unité de destin dans l'universel.

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

B

40. Nous voulons que la Patrie soit comprise comme une réalité harmonique et indivisible, supérieure aux luttes entre les individus, les classes, les partis et les différences naturelles.

Manifeste « Avant les élections », 12 janvier 1936, Arriba, 16 janvier 1936.

41. Une Patrie nette, légère, entreprenante, débarrassée du ridicule de l'opérette et de beaucoup de croûte traditionnelle. Nous une Patrie que l'on exalte en de vulgaires effusions, mais une Patrie comprise et conçue comme exécutrices d'un grand destin !

Id.

42. La Patrie n'est pas seulement le territoire où se déchirent – ne fût-ce qu'avec les armes de l'injure – différents partis rivaux, tous ambitieux du pouvoir, ou le champ indifférent où se déroule l'éternelle lutte contre une bourgeoisie qui s'efforce d'exploiter un prolétariat et un prolétariat qui essaie de tyranniser une bourgeoisie. Elle est l'unité intime de tous au service d'une mission historique, d'une suprême destinée commune qui assigne à chacun sa tâche, ses droits et ses sacrifices.

« Deuxième lettre ouverte à Luca de Tena », ABC, 23 mars 1933.

C

43. [...] L'Espagne est quelque chose de plus qu'une forme constitutionnelle ; [...] l'Espagne est quelque chose de plus qu'une circonstance historique ; [...] l'Espagne ne pourra jamais être ce qui s'oppose à l'unité de son territoire, pas plus qu'à l'une quelconque de ses régions.

« À propos de la Catalogne », discours au Parlement, 4 janvier 1934.

44. L'Espagne n'est pas une vaine invocation, mais elle est l'expression intégrale d'un contenu spirituel et humain : la patrie, le pain et la justice.

Manifeste « Avant les élections », 12 janvier 1936, Arriba, 16 janvier 1936.

45. L'Espagne, depuis qu'elle existe, est et sera toujours une œuvre... L'Espagne a sa raison d'être dans une mission à accomplir... L'Espagne ne peut s'abandonner à des périodes interminables d'oisiveté, de dispersion, de carence de raisons de vivre.

« Le 6 Octobre, l'État de guerre et la Phalange », discours au Parlement, 25 janvier 1935.

D

46. L'Espagne a sa raison d'être dans sa vocation impériale d'unir les langues, les races, les peuples, ainsi que les coutumes, dans un destin universel.

« Espagne et Catalogne », discours au Parlement, 30 novembre 1934.

47. L'Espagne « irrévocable ». Les Espagnols pourront décider de choses secondaires, mais pour ce qui est de l'essence même de l'Espagne, ils n'ont rien à décider. L'Espagne n'est pas « nôtre » au même titre qu'un meuble matrimonial ; notre génération n'est pas maîtresse absolue de l'Espagne ; elle l'a reçue des efforts de générations et de générations antérieures et a le devoir de la transmettre, comme un dépôt sacré, à celles qui lui succéderont. Si elle profitait de ce moment au cours des siècles pour diviser l'Espagne en morceaux, notre génération commettrait envers les suivantes une grave fraude et se rendrait coupable de la plus perfide trahison que l'on puisse imaginer.

« L'Espagne est irrévocable », FE, 19 juillet 1934.

E

48. Si le patriotisme n'était que tendresse affective, il ne serait pas le plus élevé des amours humaines. Les hommes le céderaient en patriotisme aux plantes, qui les surpassent quant à l'attachement à la terre. On ne peut appeler patriotisme le sentiment que nous trouvons en premier lieu dans notre esprit l'imprégnation élémentaire par le tellurique.

Pour que le patriotisme soit de la plus haute qualité, il doit aller précisément à l'autre extrême. Il doit être le sentiment le plus ardu, le plus épuré de gangues terrestres, le plus acéré et net de contours, le plus invariable.

Ce qui veut dire qu'il doit planter ses assises non dans le domaine des sens, mais dans celui de l'intelligence.

« La cornemuse et la lyre », FE, 11 janvier 1934.

49. Il n'y a pas de patriotisme fécond s'il n'a pas suivi le dur chemin de la critique. Aussi n'éprouvons-nous pas la moindre émotion devant ce patriotisme d'opérette qui se complaît dans la médiocrité, dans la mesquinerie de l'Espagne d'aujourd'hui, ou qui se délecte dans de grossières interprétations du passé. Nous, c'est parce qu'elle ne nous plaît pas que nous aimons l'Espagne. Ceux qui aiment leur patrie parce qu'elle leur plaît, l'aiment avec un désir de contact, l'aiment physiquement, sensuellement. Nous, nous l'aimons avec une volonté de perfection. La ruine, la décadence présente de notre Espagne physique, nous la détestons. C'est l'éternelle métaphysique de l'Espagne que nous aimons !

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

50. [...] cette forme de patriotisme est plus difficile à sentir, mais c'est dans cette difficulté que réside sa grandeur... Du fait même que le patriotisme de la terre natale se sent sans effort, et avec une sensualité envenimée, c'est une belle entreprise humaine que de s'en dégager et de le dominer par le patriotisme de la dure mission de l'intelligence. Voici quelle sera la tâche d'un nouveau nationalisme : remplacer les tentatives velléitaires de combattre les mouvements romantiques avec des armes romantiques, par une force capable d'élever devant le débordement romantique des redoutes classiques fermes et inexpugnables ; fixer les bases du patriotisme non dans l'affectif, mais dans l'intellectuel ; faire du patriotisme non un vague sentiment qui se fane à la moindre occasion, mais une vérité aussi immuable que les vérités mathématiques [...] le patriotisme n'en sera pas pour cela, nécessairement, un simple produit de l'intelligence.

« Essai sur le nationalisme », Revue JONS, avril 1934.

IX. THÉORIE DE LA NATION

51. La nation n'est pas une réalité géographique, ni ethnique, ni linguistique ; elle est essentiellement une unité historique. Un groupe d'hommes sur un morceau de terre n'est une nation qu'en fonction de l'universel ; s'il accomplit un destin particulier dans l'Histoire, un destin qui n'est pas celui des « autres ». Ce sont toujours « les autres » qui nous démontrent que nous sommes « quelqu'un ».

Dans la vie en commun des hommes, je suis celui qui n'est aucun des autres. Dans la vie en commun de l'univers, chaque nation est ce que ne sont pas les autres. On ne les connaît que par les modalités selon lesquelles elles accomplissent un destin à la fois particulier et universel.

« Euzkadi libre ? », FE, 7 décembre 1933.

52. Pour nous, la nation n'est pas simplement l'attraction de la terre qui nous a vu naître, l'émotion directe et sentimentale que nous ressentons tous au voisinage de notre terroir. La nation est une unité de destin dans l'universel, c'est le rang auquel s'élève un peuple quand il accomplit un destin universel dans l'Histoire.

« À propos de la Catalogne », discours au Parlement, 4 janvier 1934.

53. Les nations ne sont pas des « contrats » qui peuvent être résiliés par la volonté de ceux qui les ont conclus ; ce sont des « fondations » avec une substance propre, qui ne dépend pas plus de la volonté de quelques-uns que d'un grand nombre.

« L'Espagne est irrévocable », FE, 19 juillet 1934.

54. Pour bien nous comprendre, il convient de donner au mot « nation » la signification précise que voici : la nation est la société politique capable de se servir de l'État comme moyen d'action. Sur cette base se précise notre objet qui est de déterminer clairement ce qu'est la nation, soit la réalité spontanée d'un peuple, comme le pensent les nationalismes romantiques, soit au contraire quelque chose qui ne peut pas être défini par les caractères natifs.

« Essai sur le nationalisme », Revue JONS, avril 1934.

55. La thèse romantique tendait à la « disqualification », c'est-à-dire à la suppression de tout ce qui s'est ajouté par l'effort (par le Droit, par l'Histoire) aux entités primitives : individu et peuple... Le Droit a transformé « l'individu » en « personne ». L'Histoire a transformé le peuple en « polis ».

Selon la thèse romantique, il était essentiel de retourner au primitif, au spontané, dans un cas comme dans l'autre.

Id.

56. Le romantisme est une attitude de faiblesse ; on peut dire assez exactement qu'il enfonce les piliers fondamentaux en terrain marécageux ; le romantisme est une école sans bases fixes qui, à chaque minute, à chaque moment critique, confie à la sensibilité la mission de résoudre de problèmes qui ne devraient être proposés qu'à la raison.

« Ironie sur le Parlement », intervention au Parlement, 3 juillet 1934.

57. Le romantisme était imbu de « naturalisme ». Le « retour à la Nature » fut sa consigne. Il en vint à confondre la « nation » avec ce qui est « natif ». Ce qui déterminait une nation, c'étaient les caractères ethniques, linguistiques, topographiques, climatologiques ; à la limite, la communauté d'usages, de coutumes, de tradition, mais celle-ci étant comprise, à peu de chose près, comme la somme des usages dans le temps, et non comme l'élan d'un processus historique, d'une position de départ, vers un but sans doute inaccessible.

Les nationalismes les plus dangereux par leur puissance de désintégration sont ceux qui ont compris la nation de cette manière. Si l'on accepte que la nation soit déterminée par le spontané, les nationalismes régionaux y gagnent une position inexpugnable. Il n'y a aucun doute que le spontané leur donne raison... Il est facile de ressentir le patriotisme local. Il y a dans tout cela comme un appel sensuel qui se perçoit jusque dans l'odeur du sol ; un courant physique, primitif et éblouissant ; quelque chose de semblable à l'ivresse et à la plénitude des plantes à l'époque de la fécondation. C'est à ce climat rustique et primaire que les nationalismes du type romantique doivent leur extrême fragilité.

Rien n'irrite plus les hommes et les peuples que de se sentir entravés dans leurs impulsions élémentaires.

Quand on blesse un de ces sentiments primaires installés au plus profond de la spontanéité d'un peuple, la réaction antagonique est inévitable, même de la part de ceux qui sont le moins envahis par l'esprit nationaliste. Il s'agit quasiment d'un phénomène biologique. Mais l'attitude de ceux qui se sont efforcés d'éveiller directement en face du sentiment patriotique local, un simple sentiment patriotique unitaire, n'est pas beaucoup plus avisée. Sentiment pour sentiment, le plus simple est toujours le plus puissant. Si l'on descend sur le terrain des émotions perceptibles par une sensibilité presque végétale, ce que sont les sensations les plus primitives qui sont le plus intenses.

Comment faire revivre, alors, le patriotisme des grandes unités hétérogènes ? Rien moins qu'en révisant le concept de nation pour le reconstruire sur d'autres bases.

Et là, ce que nous avons dit de la différence entre « individu » et « personne » peut nous servir de directive. De même que la personne est l'individu considéré en fonction de la société, la nation est le peuple considéré en fonction de l'universalité. Un peuple n'est pas une nation en vertu de couleurs ou de saveurs locales ou de particularités physiques quelles qu'elles soient, mais par le fait qu'il est « autre dans l'universel » c'est-à-dire, parce qu'il accepte un destin qui n'est pas celui des autres nations. Tout peuple ou tout groupement de peuples n'est donc pas une nation. Seuls le sont ceux qui accomplissent un destin historique différencié dans l'universel.

De là vient qu'il est superflu de préciser si une nation possède les caractères d'unité géographique, de race ou de langue ; l'important est de déterminer si elle possède, dans l'universel, l'unité de destin historique.

Les époques classiques ont compris cela avec leur clarté habituelle. C'est pour cela qu'elles n'ont jamais employé les mots « patrie » et « nation » dans le sens romantique, ni ancré leur patriotisme dans l'obscur amour de la terre. Elles préféraient, au contraire, les expressions comme « Empire » ou « service du Roi » c'est à dire, les expressions qui se réfèrent à l'instrument historique. Le mot « Espagne », qui est, en lui-même, l'énoncé d'un dessein, aura toujours beaucoup plus de sens que l'expression « nation espagnole ». Et en Angleterre qui est probablement le pays du patriotisme le plus classique, non seulement le mot patrie n'existe pas, mais peu de gens peuvent séparer le mot « king » (roi), symbole de l'unité d'action dans l'Histoire, du mot « country » (pays), base territoriale de l'unité.

Nous voici au terme de notre voyage. Seul le nationalisme de la nation ainsi comprise peut dominer l'effet de désagrégation des nationalismes locaux.

Il faut reconnaître tout ce que ceux-ci ont d'authentique, mais il faut susciter en face d'eux un mouvement énergique ayant comme aspiration le nationalisme missionnaire qui conçoit la Patrie comme une unité historique de destin.

« Essai sur le nationalisme », Revue JONS, avril 1934.

X. L'ÉTAT

58. Nous voulons que l'État soit en tout temps un instrument au service d'une destinée historique, au service d'une mission historique et indivisible. Nous estimons que l'État se porte bien s'il a foi en ce destin historique total et s'il considère le peuple comme une unité d'aspirations. Car, pour nous, le peuple est une unité de destin, d'effort, de sacrifice et de lutte, qui doit être considéré en bloc, qui s'avance dans l'Histoire en bloc, et qui doit être servi en bloc.

« Sur la notion d'État », discours au Parlement, 19 décembre 1933.

59. Nous considérons que l'État – comme l'individu ou la classe – ne peut justifier sa conduite que s'il se règle à chaque instant sur une norme permanente.

Id.

60. Que veut-on dire par un État fort ? Un État ne peut être fort que s'il sert un grand destin, s'il se sent l'agent d'exécution du destin d'un peuple. Sinon, il n'est que tyrannique.

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

61. [...] Seul peut être fort, sans être tyrannique, l'État qui sert une unité de destin. C'est pour cela que l'État fort serviteur de cette conscience d'Unité, est la vraie garantie de la liberté de l'individu. En revanche, l'État qui ne se sent pas serviteur d'une unité suprême craint constamment de passer pour tyrannique.

Conférence « L'Espagne et la barbarie », Valladolid, 3 mars 1935.

62. [...] La divination de l'État est justement le contraire de ce que nous désirons.

« Sur la notion d'État », discours au Parlement, 19 décembre 1933.

63. Le point de vue qui oppose l'individu à l'État et qui considère leurs souveraineté comme antagonique, est faux.

Ce concept de souveraineté a coûté beaucoup de sang au monde, et lui en coûtera encore, parce que cette souveraineté est le principe qui légitime n'importe quelle action de son exécutant par la seule raison qu'il est ce qu'il est. Naturellement, en face du droit du souverain de faire ce qu'il veut, l'individu proclame le sien de faire aussi ce qu'il veut... Le cas est donc insoluble.

Conférence « État, Individu, Liberté », 28 mars 1935.

64. L'État se retranche derrière sa souveraineté, l'individu derrière la sienne ; tous deux luttent pour leur droit de faire ce que bon leur semble. Le cas n'admet pas de solution. Mais on peut mettre fin à cette lutte d'une façon juste et féconde, si l'on pose le problème sur une autre donnée. Si l'on conçoit le problème de l'individu en face de l'État non comme une simple concurrence de pouvoirs et de droits, mais comme un processus tendant à réaliser une fin, à accomplir un destin, alors l'antagonisme destructeur disparaît. La Patrie devient une « unité de destin dans l'Universel » et l'individu le porteur d'une mission particulière dans l'harmonie de l'État. Il ne reste plus de place pour aucune sorte de dispute ; l'État ne peut plus faillir à sa tâche, ni l'individu cesser de travailler à la sienne, dans l'ordre parfait de la vie de la Nation.

L'idée du « destin » justificateur de l'existence d'une construction (État ou système) remplit l'époque la plus grande qu'ait connue l'Europe, le XIII^e siècle, le siècle de Saint Thomas. Et elle est née dans l'esprit des moines. Les moines firent face au pouvoir des rois et le leur dénièrent s'ils ne le justifiaient pas par l'accomplissement d'un grand dessein.

Une fois acceptée cette définition de l'être humain – porteur d'une mission, unité d'accomplissement d'un destin –, la conception noble, grande, robuste du « service » s'épanouit. Si personne n'existe, si ce n'est comme exécutant d'une tâche, c'est précisément en « servant » que l'homme atteint sa personnalité, son unité et sa liberté propres, dans l'harmonie générale. Nul ne se sent plus double, dispersé, partagé entre ce qu'il est en réalité et ce qu'il représente dans la vie publique. L'individu intervient alors dans l'État comme exécutant d'une fonction, et non par le truchement des partis politiques, non comme représentant d'une fausse souveraineté, mais comme titulaire d'un emploi, chef d'une famille, membre d'une commune. Il se trouve ainsi, en même temps qu'ouvrier, laborieux, dépositaire du pouvoir...

[...] L'État, synthèse de tant d'activités féconde, prend soin de son destin universel. Et comme le Chef est celui à qui est confiée la magistrature la

plus haute, il est aussi celui qui « sert » le plus. Coordinateur de multiples destinées particulières, pilote au gouvernail de la grande nef de la Patrie, il en est le « premier serviteur » ; comme celui qui incarne la plus haute magistrature de la terre, il est le « serviteur des serviteurs de Dieu ».

Id.

XI. LA POLITIQUE

A

65. Si une politique ne se montre pas exigeante dans ses principes – c'est-à-dire, rigoureusement dans sa position intellectuelle –, elle n'est plus guère qu'on vol pesant à la surface de la médiocrité.

« Hommage et reproches à Ortega y Gasset », Haz, 5 décembre 1935.

B

66. La politique est, avant tout, temporelle. La politique est un jeu contre le temps, où l'on n'a pas le droit d'être en retard. En politique, il faut arriver et arriver à l'heure.

Id.

67. [...] Aucun régime ne peut se maintenir s'il ne réussit pas à enrôler la génération qui est jeune au moment où il naît, et pour enrôler la jeune génération, il faut trouver les paroles justes, il faut savoir formuler avec justesse la conception idéologique du régime.

« Jugement sur la dictature et nécessité d'une révolution nationale », Discours au Parlement, 6 juin 1934.

68. Quand on arrive à une position politique par le chemin passablement dramatique qu'il m'a fallu suivre, par le chemin où j'ai souffert de beaucoup de choses au plus vif de ma vie intime, on ne sort pas dans le monde extérieur, on n'abandonne pas sa tranquillité, sa vocation, ses moyens normaux d'existence, la possibilité de cultiver son esprit et celle de vivre loin du bruit dans le silence qui, seul, engendre les œuvres fécondes, on n'abandonne pas tout cela, dis-je, pour le plaisir de lever le bras ici ou là. On le fait parce que notre génération qui a peut-être devant elle trente ou quarante ans à vivre ne se résigne pas à continuer de vivre dans une atmosphère raréfiée par l'absence d'intérêt historique et le manque de justice sociale.

Id.

69. Il faut croire en quelque chose. Est-on jamais arrivé à quelque chose par l'attitude libérale ? Quant à moi, franchement, je ne connais de résultats féconds que ceux de la politique de la foi, dans un sens ou dans un autre.

Quand un État se laisse gagner par la conviction que rien n'est bien ni mal, et que seul lui incombe une mission de police, cet État est tué raide par le premier souffle brûlant de foi qui s'élève... Il suffit de quelques élections municipales.

« La crise du libéralisme. Première lettre ouverte à Luca de Tena », ABC, 22 mars 1933.

70. Toute grande politique s'appuie sur la naissance d'une grande foi. Quand l'homme politique se tourne vers le monde extérieur – vers le peuple, vers l'histoire – sa fonction est religieuse et poétique. Les fils de communication entre le chef et le peuple ne sont pas strictement mentaux, mais poétiques et religieux. C'est précisément pour que le peuple ne se dilue pas et ne devienne pas amorphe – pour ne pas dire « dévertébré » pas – qu'il faut que la masse suive ses chefs comme des prophètes. Cette interpénétration de la masse et des chefs se réalise par un processus semblable à celui de l'amour.

De là, l'imposante gravité du moment où l'on accepte une mission de commandement. Rien qu'en l'assumant, on contracte une responsabilité immense et inéluctable, celle de révéler à un peuple – incapable en tant que masse de le découvrir par lui-même – son authentique destin. Celui qui frappe la première note de la mystérieuse musique de chaque époque n'a plus, dès lors, le pouvoir de refuser de terminer la mélodie. Il porte déjà le poids de l'illusion d'un peuple, et déjà s'ouvre la redoutable compatibilité de l'administration des espoirs qu'il a fait naître. Quelle ne sera pas sa responsabilité si, comme dans le poème de Browning³, il entraîne au son de ses pipeaux une foule infantile pour l'ensevelir sous la montagne dont on ne revient pas !

« Hommage et reproches à Ortega y Gasset », Haz, 5 décembre 1935.

71. La flamme d'une foi nouvelle s'est allumée en Europe et brûle déjà en Espagne, d'une foi nouvelle qui reconnaît comme vérité première, dans l'ordre terrestre et civique, qu'un peuple est une entité complète, indivisible et vivante avec un destin propre à accomplir dans l'universel. Le bien-être de chacun de ceux qui composent le peuple ne réside pas dans l'intérêt individuel mais dans l'intérêt collectif que la communauté doit sentir comme sien, jusqu'au bout, sans hésitation.

3 [NdÉ] *Le Joueur de pipeau de Hamelin*, inspiré d'une célèbre légende médiévale (popularisée par les frères Grimm) est l'une des œuvres les plus connues du poète Robert Browning.

Aucun intérêt particulier légitime n'est étranger à l'intérêt de la communauté, et par conséquent il n'est permis à personne d'ébranler les fondations de la communauté pour des raisons d'intérêt particulier, de caprice intellectuel ou d'orgueil.

« Nouvelle lumière en Espagne », L'Espagne syndicaliste, Saragosse, mai 1934.

72. La tâche de notre temps est de rendre aux hommes l'ancienne saveur de la règle et du pain, de leur faire sentir qu'il vaut mieux obéir à une règle que de vivre sans frein, et que si l'on veut parfois se déchaîner il faut être sûr de pouvoir retrouver un ancrage solide. Et, d'autre part, dans le domaine économique, de remettre l'homme debout, les pieds sur la terre, de le relier d'une manière plus profonde aux choses : au foyer où il vit, à l'ouvrage quotidien de ses mains.

« Tradition et Révolution », préface à J. Pérez de Cabo, Arriba España, août 1935.

C

73. L'homme, c'est le système. Et cela est une des vérités profondes que le fascisme a remises en valeur. Le XIX^e siècle a gâché tout son temps à inventer des machines à bien gouverner. Autant aurait valu essayer d'inventer la machine à penser ou à aimer. Aucune chose authentique, éternelle et difficile comme gouverner n'a jamais pu être faite à la machine ; il a toujours fallu avoir recours en dernière heure à l'unique appareil qui, depuis le commencement du monde, est capable de diriger les hommes : à l'Homme, c'est-à-dire au chef, au héros.

« En une après-midi d'octobre », préface à B. Mussolini, Le Fascisme, octobre 1933.

74. Quelle machine à gouverner, quel système de poids et de balances, de conseils et d'assemblées pourra jamais remplacer cette image du Héros devenu Père, veillant à la lueur d'une petite lampe éternelle sur le labeur et de le repos de son peuple ?

Id.

75. [...] ce chef incarnera de nouveau le système pour de longues années. Mais lui (le Duce, le Guide) restera uni à la foi de son peuple par le lien élémentaire, humain, éternel : la communion d'homme à homme qui a marqué toutes les grandes entreprises de l'Histoire.

Id.

D

76. Les ères peuvent se diviser en ères classiques et en ères médiévales. Celles-ci sont caractérisées par la recherche de l'unité, celles-là sont celles qui l'ont trouvée. Les ères classiques, quand elles ont achevé leur carrière, finissent toujours par le dépérissement, la catastrophe, l'invasion des barbares.

Conférence « L'Espagne et la barbarie », Valladolid, 3 mars 1935.

77. Mais au plus fort des invasions barbares, on a toujours sauvé les germes des valeurs permanentes que contenait déjà le moyen âge précédent. Les barbares submergèrent le monde romain, mais leur sang neuf féconda une fois de plus les idées du monde classique. De même, plus tard, la structure du Moyen Age et de la Renaissance se forma sur les bases spirituelles déjà posées par l'Antiquité.

Et dans la révolution russe, dans l'invasion des barbares à laquelle nous assistons, se trouvent déjà cachées et jusqu'à présent niées les germes d'un futur ordre meilleur. Notre devoir est de sauver ces germes. Notre volonté est de les sauver. Voilà le vrai travail qui est réservé à l'Espagne et à notre génération : passer de la rive d'un ordre économique et social qui s'écroule à la rive fraîche et pleine de promesses de l'ordre de demain – mais sauter par un effort de notre volonté, de notre impulsion et de notre clairvoyance... et sauter sans être emporté par le torrent de l'invasion barbare.

Discours de clôture du deuxième congrès de la Phalange, Madrid, 17 novembre 1935.

78. Le matériel, personne ne peut le sauver. L'important est que la catastrophe du matériel ne ruine pas aussi l'esprit, les valeurs essentielles de l'esprit. Et c'est cela que nous voulons sauver coûte que coûte, même au prix du sacrifice de tous les avantages économiques. Leur perte sera bien payée par la gloire de l'Espagne, de notre Espagne, si elle parvient à endiguer la grande invasion des barbares.

Conférence « L'Espagne et la barbarie », Valladolid, 3 mars 1935.

XII. THÉORIE DE LA RÉVOLUTION

A

79. [...] une société qui sait qu'elle doit se réformer, c'est qu'elle a conscience de sa propre injustice, et une société qui se croit injuste n'est pas capable de se défendre avec vigueur.

« Doctrine de la révolution espagnole », Discours au Parlement, 6 novembre 1934.

B

80. Nul ne joue sa vie pour un bien matériel. Les biens matériels, quels qu'ils soient, se placent toujours au-dessous du bien supérieur de la vie. Quand on met en jeu une vie « agréable », quand on risque ses avantages matériels, c'est qu'on se sent plein de ferveur mystique pour une religion, pour une patrie, pour l'honneur ou le sens nouveau de la société dans laquelle on vit.

Id.

81. Les rébellions sont toujours le résultat pour le moins de deux ingrédients : le premier, diffus, est un élément intérieur, un manque de raison interne dans le régime en vigueur. Il faut que cet élément existe pour qu'une rébellion se produise avec des chances de triomphe. Pour qu'une rébellion soit seulement tentée, il faut qu'il y ait un certain mécontentement, un manque de raison de vivre dans le régime contre lequel la rébellion éclate. Cela est indubitable : des rébellions n'ont jamais éclaté que contre des régimes qui commençaient à devenir caducs. D'autre part, il faut qu'il existe un élément historique énergique qui, exploitant cet état de défaillance, ce manque de raison interne de vivre dans l'état politique qu'il s'agit de détruire, se lance à l'attaque avec plus ou moins de succès.

« Le 6 Octobre, l'État de guerre et la Phalange », discours au Parlement, 25 janvier 1935.

C

82. Le fait de tout laisser rouler, arrive ce qui arrive, est l'attitude caractéristique des époques fatiguées, dégénérées ; laisser tout rouler est plus facile que de recueillir les morceaux, les arranger, séparer ce qui est bon de ce qui est périmé... La paresse ne serait-elle pas la muse de bien des révolutions ?

« Tradition et Révolution », préface à J. Pérez de Cabo, Arriba España, août 1935.

D

83. [...] Tout ait, tout régime historique qui s'impose par un acte de violence peut s'envisager de deux façons : soit comme une collection d'anecdotes, de dates locales et individuelles ou bien comme un phénomène entier, né d'un point de vue total, dans l'ordre du destin propre que cet ordre historique s'assigne à lui-même dans l'avenir.

« Jugement sur la dictature et nécessité d'une révolution nationale », Discours au Parlement, 6 juin 1934.

E

84. Une révolution est toujours, en principe, une chose anticlassique. Tout révolution change le rythme, pour juste qu'il soit, de bien des unités harmoniques. Mais une révolution une fois en marche n'a que deux possibilités : ou elle inonde tout, ou on la canalise. Ce que l'on ne peut faire, c'est l'éluider, faire comme si on l'ignorait.

« La victoire sans ailes », FE, 7 décembre 1933 (censuré), Arriba, 12 décembre 1933.

F

85. Une révolution est nécessaire quand, à la fin d'un processus de décadence, le peuple a déjà perdu ou est sur le point de perdre toute forme historique.

Arriba, 30 mai 1935. [Non répertorié dans les Œuvres complètes]

86. Une révolution – si elle veut être féconde et ne pas se disperser en émeutes éphémères – exige la conscience claire d'une norme nouvelle et une volonté résolue pour l'appliquer.

« Autour de la Révolution », Haz, 12 octobre 1935.

87. La révolution est nécessaire, non pas précisément quand le peuple est corrompu, mais quand ses institutions, ses idées, ses goûts, ont abouti à la stérilité ou sont sur le point de l'atteindre. À ce moment se produit la dégénérescence historique. Non la mort par catastrophe, mais la lente noyade dans une vie sans grâce ni espérance. Toutes les attitudes collectives naissent chétives, comme les produits de reproducteurs épuisés. La vie de la communauté s'aplatit, s'abêtit, se noie dans le mauvais goût et la médiocrité. Il n'y a pas de remèdes à cela, sinon par une coupure et un nouveau commencement. Les sillons ont besoin de semence nouvelle, de semence historique, parce que l'ancienne a épuisé sa fécondité.

Mais qui sera le semeur ? Qui aura à choisir la semence et le moment pour la lancer sur la terre ? Voilà le difficile.

Id.

88. Quiconque médite ces minutes est obligé de se poser cette question : « à la fin d'une période historique stérile, quand un peuple – par sa propre faute ou celle d'autres – a laissé rouiller tous ses grands ressorts, comment peut-il mener à bien, par lui-même, l'immense tâche de sa propre régénération ? »... Un peuple tombé est incapable de concevoir et d'appliquer la règle. En cela consiste le désastre. Avoir en main les ressorts précis qu'il faut pour mener à bien une révolution féconde, est un signe indubitable

que la révolution n'est pas nécessaire. Et, au contraire, avoir besoin de la révolution, c'est manquer de la clarté et de l'impulsion nécessaire pour l'aimer et la réaliser. En un mot, les peuples ne peuvent se sauver en masse par eux même parce que le fait d'être apte à réaliser son salut prouve déjà que l'on est sauf.

Id.

89. La masse d'un peuple qui a besoin d'une révolution ne peut pas faire la révolution.

Id.

90. Les peuples n'ont jamais été mis en mouvement que par les poètes, et malheur à celui qui ne sait pas s'élever en face de la poésie, qui détruit la poésie de l'espoir.

Discours de fondation de la Phalange espagnole, Madrid, 29 octobre 1933.

G

91. Quiconque se lance dans l'entreprise d'une révolution prend par là même l'engagement de la terminer ; ce qu'il ne peut pas faire, c'est l'escamoter.

« Le 6 Octobre, l'État de guerre et la Phalange », discours au Parlement, 25 janvier 1935.

92. [...] Malheur à ceux qui n'affrontent pas l'âpre torrent de la révolution – aujourd'hui encore plus ou moins invisible – pour canaliser vers le bien de toute son impétuosité.

« La victoire sans ailes », FE, 7 décembre 1933 (censuré), Arriba, 12 décembre 1933.

93. [...] la révolution ne peut être sauvée que si elle trouve un homme que les masses ne tardent jamais à traiter de « traître ». Les masses, dans leur inconscience ingénue, considèrent toujours comme tiède ce que font les chefs ; elles se croient toujours trahies. Il est vain de chercher à échapper à cette réprobation en cédant de plus en plus à leurs cris. Il n'y a qu'une espèce d'hommes qui échappe au châtement que les masses infligent à ceux qu'elles accusent de trahison ; ce sont ceux qui ne se préoccupent pas d'être fidèles aux petits côtés de la révolution, mais qui savent deviner son sens profond et la libérer par des voies que, sans eux, la masse n'aurait même pas soupçonnées. Paradoxe sans doute, mais ces traîtres sont les seuls serviteurs loyaux et efficaces de la destinée populaire.

« Azaña. La révolution, occasion d'un César », Arriba, 31 octobre 1935.

94. Les chefs d'un mouvement révolutionnaire ont l'obligation de supporter, entre autres, l'accusation de trahison. La masse croit toujours qu'elle est trahie. Rien n'est plus inutile que d'essayer de la flatter pour échapper à cette accusation.

« Autour de la Révolution », Haz, 12 octobre 1935.

95. Aucune révolution ne produit de résultats stables si elle n'enfante pas un César. Lui seul est capable de deviner le courant historique souterrain derrière la clameur éphémère des masses. La masse généralement ne le comprend pas et ne lui accorde aucune reconnaissance. Pourtant, lui seul la sert.

« Azaña. La révolution, occasion d'un César », Arriba, 31 octobre 1935.

96. La révolution est l'œuvre d'une minorité résolue, inaccessible au découragement, d'une minorité dont la masse ne comprend pas les premiers mouvements parce que, victime d'une période de décadence, elle a perdu cette chose précieuse qu'est la lumière intérieure.

« Autour de la Révolution », Haz, 12 octobre 1935.

H

97. Un acte révolutionnaire quelconque ne se justifie pas, et ne s'est jamais justifié conformément aux règles de l'ordre juridique antérieur à la révolution. Tout système politique existant dans le monde, sans aucune exception est né de la lutte ouverte contre l'ordre politique régnant, parce que les prérogatives des ordres politiques ne comprennent pas la faculté de tester.

« Jugement sur la dictature et nécessité d'une révolution nationale », Discours au Parlement, 6 juin 1934.

98. [...] Un régime révolutionnaire ne trouve sa justification que dans ses états de service, dans ses états de service considérés sous l'angle historique et non sous l'angle anecdotique et mesurés par la confrontation entre ce que proposait le régime révolutionnaire au jour de la rupture avec le régime antérieur et ce qu'il laisse après lui à la fin de son cycle.

« Jugement sur la dictature et nécessité d'une révolution nationale », Discours au Parlement, 6 juin 1934.

XIII. LE COMMANDEMENT

99. La dignité de chef est la charge suprême, celle qui oblige à tous les sacrifices – y compris la perte de l'intimité – celle qui exige la divination

quotidienne de choses non mesurables, avec l'angoissante responsabilité d'œuvrer.

C'est pour cela qu'il faut considérer cette dignité avec humilité, comme un simple poste de combat que l'on ne peut désert, quoi qu'il arrive, par impatience, découragement ou lâcheté.

Discours lors de la fondation du Syndicat universitaire espagnol (SEU), Valladolid, 20 janvier 1935.

100. Le chef ne doit pas obéir au peuple, il doit le servir, ce qui est différent ; le servir c'est orienter l'exercice du commandement vers le bien public et l'obtenir même si le peuple lui-même le méconnaît ; c'est-à-dire que le chef doit avant tout se sentir d'accord avec le destin historique du peuple, fût-ce contre les impulsions de la masse.

« Autour de la Révolution », Haz, 12 octobre 1935.

101. Être un chef, triompher, pour dire le lendemain à la masse : « C'est toi qui commande et je suis là pour t'obéir » c'est se décharger lâchement du fardeau du pouvoir.

Id.

102. Il n'y a pas d'excuse pour les chefs qui désertent.

Id.

103. Le conducteur de peuple n'a pas droit au désenchantement. Il n'a pas le droit de capituler et de livrer, une fois leurs illusions perdues, ceux qui le suivaient.

Id.

SECONDE PARTIE. CRITIQUE

I. Critique du libéralisme politique

A.

104. Le libéralisme est, dans un sens, le régime sans foi, le régime qui abandonne tout, jusqu'aux choses essentielles du destin de la Patrie, aux hasards de la discussion. Pour le libéralisme, rien n'est absolument vérité ni mensonge. La vérité est, dans tous les cas, ce que proclame le plus grand nombre de votes.

Peu importe au libéralisme qu'un peuple décide de se suicider, pourvu que la proposition de suicide soit régulièrement soumise à la procédure de la loi électorale.

Et comme le fonctionnement de la loi électorale oblige à stimuler la vie des partis en les excitant les uns contre les autres, le système libéral est le système de la désunion perpétuelle, de l'absence permanente d'une foi populaire en une communauté profonde de destin.

« Nouvelle lumière en Espagne », L'Espagne syndicaliste, Saragosse, mai 1934.

105. Le libéralisme se sert des idées pour nous exciter et nous diviser ; le socialisme creuse entre nous le fossé, plus profond encore, de la lutte économique. Que fait-on, dans l'un et l'autre de ces régimes, de l'unité de destin, sans quoi aucun peuple n'est à proprement parler un peuple ?

Id.

106. L'État ne croit plus en rien ; l'État ne croit ni en la liberté, ni en la souveraineté du peuple, puisqu'il les suspend chaque fois qu'il est nécessaire. L'État ne se croit pas même dépositaire ou exécutant une fin suprême.

« Doctrine de la révolution espagnole », Discours au Parlement, 6 novembre 1934.

107. L'État libéral ne croit en rien, même pas en lui-même. Il assiste les bras croisés à toutes sortes d'expériences, y compris celles destinées à le détruire lui-même. Il lui suffit que tout se déroule suivant certaines procédures réglementaires. Peut-on imaginer rien de plus stupide ? Un État pour lequel rien n'est vrai érige ce principe de scepticisme, et lui seul, en vérité absolue et indiscutable. Il fait un dogme de l'anti-dogmatisme. D'où il s'ensuit que les libéraux seraient prêts à se faire tuer pour soutenir qu'aucune idée ne vaut la peine que les hommes s'entretuent.

« La crise du libéralisme. Première lettre ouverte à Luca de Tena », ABC, 22 mars 1933.

108. Le libéralisme se moque des malheureux ; il proclame des droits merveilleux : la liberté de pensée, la liberté de propagande, la liberté de travail... Mais ces droits ne sont en réalité que des objets de luxe réservés aux favoris de la fortune. Les pauvres, en régime libéral, on ne les fait pas travailler au bâton, mais on les réduit par la faim. L'ouvrier isolé, titulaire sur le papier de tous les droits, a le choix entre mourir de faim ou accepter les conditions, si dures soient-elles, que lui offre le capitalisme. Sous le régime libéral, on assiste à cette cruelle plaisanterie d'hommes et de femmes qui travaillent jusqu'à épuisement douze heures par jour, pour un salaire de misère, et que la loi déclare néanmoins hommes et femmes « libres ».

« Nouvelle lumière en Espagne », L'Espagne syndicaliste, Saragosse, mai 1934.

B

109. Quand en mars 1762, un homme néfaste qui se nommait Jean-Jacques Rousseau publia *Le Contrat social*, la vérité politique cessa d'être une entité permanente. Auparavant, en d'autres époques plus profondes, les États, exécuteurs de missions historiques, inscrivaient sur leurs frontons et jusqu'au ciel, les mots Justice et vérité. Jean-Jacques Rousseau vint et nous apprit que la justice et la vérité n'étaient pas des catégories permanentes de la raison, mais le résultat, à chaque instant, de décisions de la volonté.

Discours de fondation de la Phalange espagnole, Madrid, 29 octobre 1933.

110. Le philosophe genevois est un homme malade, délicat, raffiné. C'est un homme (comme Spengler prétend qu'il arrive à tous les romantiques – et celui-là était un précurseur direct des romantiques) qui est fatigué de vivre dans une société trop saine, trop visible, trop robuste. Le poids de cette société trop rigide l'angoisse et il éprouve le besoin urgent de s'échapper, de retourner à la nature, de se libérer de la discipline, de l'harmonie, de la règle.

Il a l'obsession de la nature et la note dominante de tous ses écrits, c'est le retour à la liberté. Le plus fameux de ses livres, le livre qui va dominer tout le XIX^e siècle et ne perdra guère son influence que de nos jours, ne commence pas exactement comme on l'a beaucoup dit, mais presque, par une phrase qui est un soupir : « L'homme naît libre et partout il est dans les fers ».

Le *Contrat social* trouve injustifiables les autorités transmises traditionnellement en vertu d'une désignation prétendue divine, ou basée sur la tradition. Il trouve ces pouvoirs injustifiables et veut tout reconstruire sur sa nostalgie de la liberté. Il dit : l'homme est libre ; il est libre par nature et ne peut, en aucune manière, renoncer à être libre ; il ne peut être soumis à d'autre système qu'à celui qu'il accepte de par sa libre volonté ; à la liberté il ne peut jamais renoncer, parce que cela reviendrait à renoncer à la qualité d'homme.

En outre, s'il renonçait à la liberté, il signerait un pacte nul de plein droit par faute de contrepartie. Il ne peut rien d'autre qu'être libre, irrémédiablement libre. En conséquence, on ne peut établir aucune forme d'État contre la libre volonté de ceux qui composent une société. C'est un « contrat » qui est à l'origine des sociétés politiques ; ce contrat, le concours de ces volontés, engendre une volonté supérieure, une volonté qui n'est pas la somme des autres, mais qui existe par elle-même, qui est un « je » différent, supérieur aux personnes qui lui ont donné naissance et indépendant d'elles.

Et cette volonté souveraine, cette volonté détachée maintenant des autres volontés est la seule qui ait le droit de légiférer. C'est elle a toujours raison.

C'est elle, et elle seule, qui peut s'imposer aux hommes sans que ceux-ci aient jamais raison contre elle, car s'ils s'opposaient à elle, ils s'opposeraient à eux-mêmes. Cette volonté souveraine ne peut ni se tromper, ni vouloir le mal de ses sujets.

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

111. Jean-Jacques Rousseau admettait que l'ensemble de ceux qui forment un peuple possède une âme supérieure, d'une hiérarchie supérieure à celle de chacune de nos âmes, et que ce « je » supérieur était doté d'une volonté infailible, capable de définir, à chaque instant, le juste et l'injuste, le bien et le mal. Et comme cette volonté collective, cette volonté souveraine, ne s'exprime que par le moyen du suffrage – conjecture des plus nombreux triomphant de la conjecture des moins nombreux dans la divination de cette volonté supérieure – il en résulte que le suffrage, cette farce de petits papiers jetés dans une urne de verre, possède la vertu de nous dire, à chaque instant, si Dieu existait ou n'existe pas, si la vérité est la vérité, si la Patrie doit continuer à vivre ou s'il serait préférable, à un moment donné, qu'elle se suicide sur le champ.

Discours de fondation de la Phalange espagnole, Madrid, 29 octobre 1933.

112. La Révolution trouve tout prêts les principes de Rousseau et les adopte. La constitution de 1789, celle de 1791, celle de 1793, celle de l'An III et celle de l'An VIII formulent le principe de la souveraineté nationale à peu près avec les mêmes mots que Rousseau : « *Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Aucune corporation, aucun individu, ne peut exercer d'autorité qui n'émane d'elle expressément.* » Mais ne croyez pas qu'on établisse aussitôt ces déclarations faites, le suffrage universel. Une seule de ces Constitutions révolutionnaires françaises, celle de 1793, qui ne fut pas appliquée, admet cette forme de suffrage. Les autres, non. Dans les autres, le suffrage est restreint, et disparaît même dans celle de l'An VIII. Mais le principe est toujours formulé : « *Toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation.* »

À vrai dire, il y a quelque chose dans les Constitutions révolutionnaires qui ne se trouvait pas dans le *Contrat social*, c'est la Déclaration des Droits de l'Homme. Je vous ai dit que Rousseau n'admettait pas que l'individu se réservât le moindre pouvoir en face de cette volonté souveraine, de ce « je » tout puissant, constitué par la volonté nationale. Rousseau ne l'admettait pas ; les Constitutions révolutionnaires l'admettent. Mais c'est Rousseau qui avait raison. Avec le temps, le pouvoir des Assemblées devint si grand

qu'en fait la personnalité humaine disparut, et qu'il devint illusoire d'invoquer contre ce pouvoir un droit quelconque que l'individu se serait réservé.

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

113. Comme l'État libéral était au service de cette doctrine, il cessa d'être le maître résolu du destin de la Patrie pour devenir simple spectateur des luttes électorales. Pour l'État libéral, l'important était avant tout qu'aux tables de vote fussent assis un nombre d'hommes déterminé, que le scrutin fut ouvert à neuf heures du matin et clos à quatre heures de l'après-midi, et que les urnes ne fussent pas brisées... ce qui est pourtant, pour une urne, le plus beau des destins ! Ensuite de respecter tranquillement le vote sorti des urnes, comme si ce résultat était pour lui, État, sans importance.

C'est dire que les gouvernants libéraux ne croyaient même pas en leur propre mission ; ils ne croyaient pas qu'ils étaient là pour remplir le devoir de la faire respecter, mais, bien au contraire, que quiconque était en opposition avec eux et se proposait d'en finir avec l'État de gré ou de force, avait le même droit de le proclamer et de le tenter, qu'eux, gardiens de l'État, d'organiser sa défense.

De là est sorti le système démocratique qui est, en premier lieu, le plus ruineux par le gaspillage des énergies. Un homme doué pour la haute fonction de gouverner, la plus noble peut-être de toutes les fonctions humaines, doit dédier 80, 90 ou 95 pour 100 de son énergie à établir des formules d'objection ou de réclamation, à faire de la propagande électorale, à sommeiller dans les fauteuils de la Chambre, à aduler les électeurs, à endurer leurs impertinences, parce que c'est d'eux qu'il va recevoir le pouvoir ; à supporter humiliation et vexations de ceux qui précisément, en vertu du principe quasi-divin du gouvernement, étaient appelés à lui obéir ; et, après tout cela, s'il lui reste quelques heures dans la matinée, ou quelques minutes dérobées à un sommeil agité, c'est pendant ces courts instants que l'homme doué pour gouverner doit penser sérieusement aux questions primordiales du Gouvernement !

[...] Puis vint la perte d'unité spirituelle des peuples. Car le système fonctionnant sur la base de la majorité, tout ce que l'on voulait obtenir devait d'abord réunir la majorité des suffrages. Et, en les volant, au besoin, aux autres partis. Et en n'hésitant pas dans ce but à les calomnier, à déverser sur eux les pires injures, à altérer délibérément la vérité, sans négliger aucun procédé de mensonge ou d'avilissement.

Ainsi, bien que la fraternité soit un des postulats inscrits par l'État libéral sur les frontons de ses monuments, il n'y eut jamais de vie collective

où les hommes, ennemis les uns des autres et s'injuriant les uns les autres, se soient sentis moins fraternels que dans la vie turbulente et odieuse de l'État libéral.

Discours de fondation de la Phalange espagnole, Madrid, 29 octobre 1933.

114. Le libéralisme (on peut l'appeler ainsi puisque les Constitutions révolutionnaires n'aspiraient à rien d'autre qu'à élever une barrière contre la tyrannie), le libéralisme a eu une grande époque, celle au cours de laquelle il proclama l'égalité des hommes devant la loi, conquête sur laquelle on ne pourra jamais revenir. Mais une fois cette conquête assurée, et sa grande époque passée, le libéralisme se trouva sans rien à faire et se divertit en se détruisant lui-même. Comme il fallait s'y attendre, ce que Rousseau appelait la volonté souveraine en vint à être réduit à la volonté de la majorité. Selon Rousseau, c'était la majorité – théoriquement parce qu'elle exprimait la volonté souveraine, mais pratiquement par son triomphe sur la minorité – qui devait s'imposer à tous. L'obtention de cette majorité impliquait que les partis devaient entrer en lutte les uns contre les autres pour obtenir le plus de voix possible et qu'après s'être divisés, ils devaient faire de la propagande les uns contre les autres.

C'est dire que c'est sous le régime de la souveraineté nationale, supposée indivisible, que les opinions se divisent le plus, parce que chaque groupe aspirant à identifier sa volonté avec la souveraineté nationale présumée, ils doivent tous, de plus en plus, se définir, se différencier, se combattre, se détruire à seule fin de remporter la victoire électorale.

Il en résulte qu'au cours de la décomposition du système libéral (naturellement ce processus de transformation que je résume en quelques minutes évolue pendant plusieurs années) les partis en arrivent à se fragmenter de telle manière qu'au moment des dernières convulsions de ce régime, dans certains pays d'Europe par exemple en Allemagne peu de temps avant Hitler, il n'y avait pas moins de trente-deux partis différents... Et naturellement, en dehors de cette pulvérisation des partis, ou plutôt dès que cette pulvérisation cesse par l'union pour des raisons de circonstances, de plusieurs groupes minoritaires, on constate le phénomène suivant : la majorité, la moitié plus un, ou plus trois, des députés, se sent soudainement investie de la plénitude de la souveraineté nationale pour exploiter et opprimer non seulement le reste de l'Assemblée, mais le reste de l'Espagne, se sent douée d'une faculté illimitée d'auto-justification, c'est-à-dire se croit détentrice du pouvoir de faire le bien en faisant ce que bon lui semble, sans plus considérer aucune espèce d'opinion personnelle, de principes juridiques ou de sentiments humains vis-à-vis du reste des mortels.

Jean-Jacques Rousseau avait prévu quelque chose de cet ordre quand il écrivait : « *Bien, mais comme la volonté souveraine est indivisible et en outre ne peut se tromper, si par hasard un homme se trouve un jour en lutte contre la volonté souveraine, c'est lui qui se trompe et quand, par conséquent, quand la volonté souveraine le contraint à se soumettre, elle ne fait pas autre chose que de l'obliger à être libre* ». Admirez ce sophisme et demandez-vous si quand, par exemple, nous, députés de la République, représentants incontestables de la souveraineté nationale, nous augmentons vos impôts ou inventons quelque nouvelle loi vexatoire, il vous est arrivé de penser qu'en agissant ainsi nous ne faisons que poursuivre l'œuvre bienfaisante de vous rendre un peu plus libres... bon gré, mal gré ?

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

II CRITIQUE DU LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE

A

115. La propriété, telle que nous la concevions jusqu'à ce jour, touche à sa fin. Des masses, qui ont en grande partie raison, et qui, de plus, ont en main la force, sont en train d'en finir avec elle... de gré ou de force.

Conférence « L'Espagne et la barbarie », Valladolid, 3 mars 1935.

116. Le Capital [...] est un instrument économique qui doit servir l'économie totale et ne peut être un instrument d'avantages et de privilèges aux mains de ceux qui ont eu la chance d'arriver avant les autres.

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

117. La propriété n'est pas le capital ; le capital est un instrument économique et, en tant qu'instrument économique, il doit être au service du tout économique et non du bien-être personnel de quiconque. Les réservoirs de capital sont comme les réservoirs d'eau : ils n'ont pas été faits pour que quelques privilégiés organisent des régates à leur surface, mais pour régulariser le cours des rivières et faire tourner les turbines des barrages.

Conférence « L'Espagne et la barbarie », Valladolid, 3 mars 1935.

B

118. D'autre part, nous avons l'économiste écossais [...] L'économiste écossais est un autre type d'homme, c'est un homme précis, sérieux, de goûts simples, quelque peu voltairien, assez distrait et un peu mélancolique.

Cet économiste, avant de l'être, enseignait la Logique, puis la Philosophie morale à l'Université de Glasgow. La Philosophie morale se composait alors de diverses choses assez différentes : la Théologie naturelle, l'Éthique, la Jurisprudence et la Politique. Il avait aussi écrit, en 1759, un livre intitulé : *Théorie des sentiments moraux*, mais ce n'est pas ce livre qui lui ouvrit les portes de l'immortalité. Celui qui eut cet effet s'intitule : *Recherches sur la richesse des nations*. L'économiste écossais, vous l'avez tous deviné, s'appelait Adam Smith.

Pour Adam Smith, le monde économique est une communauté naturelle créée par la division du travail. Cette division du travail n'est pas un phénomène conscient voulu par ceux qui se sont répartis la tâche ; c'est un phénomène inconscient, spontané. Les hommes se sont réparti le travail sans se mettre d'accord ; aucun, dans ce processus de division, n'a été guidé par l'intérêt des autres, mais par sa propre utilité. Ce qui s'est passé, c'est que chacun, en cherchant son utilité propre, en est venu à l'harmoniser avec celle des autres et ainsi, dans cette société spontanée et libre, on se trouve en présence d'abord : du travail qui est l'unique source de toute richesse, puis du troc, c'est-à-dire de l'échange des choses que nous produisons contre celles que produisent les autres, ensuite de la monnaie qui est la marchandise dont tous étaient sûrs que les autres l'accepteraient, enfin, du capital qui est l'accumulation de ce que nous n'avons pas eu à dépenser, l'épargne de richesse avec laquelle on peut donner naissance à de nouvelles entreprises. Adam Smith croit que le capital est la condition indispensable de l'industrie. Ses propres paroles sont : « *Le capital conditionne l'industrie* ». Mais tout cela, comme je l'ai dit, se passe spontanément. Personne ne s'est mis d'accord pour que cela marche ainsi, et pourtant cela marche ainsi, et en outre Adam Smith estime que cela « *doit* » marcher ainsi et il est si sûr et si content de la démonstration qu'il vient de développer, que, faisant face à l'État, au souverain – lui aussi l'appelle souverain – il lui dit : « *Le mieux que tu puisses faire, c'est de ne te mêler de rien et de laisser les choses aller comme elles vont. Ces questions économiques sont délicates. Ne les touche pas ; si tu ne les touches pas, elles marcheront toutes seules, et marcheront bien* ».

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

119. Comme Rousseau, dont la Révolution française adopta, en peu de temps, les principes, Smith eut la chance, rare pour un écrivain, de voir l'Angleterre approuver sa doctrine économique. Peu de temps après la publication de son livre, elle établit la liberté économique complète et ouvrit ses marchés au libre jeu de la loi de l'offre et de la demande qui,

selon Adam Smith, allait produire par elle-même, sans aucune pression extérieure l'équilibre économique. Et de fait, le libéralisme économique a eu lui aussi son âge héroïque, un âge héroïque magnifique. Nous ne nous acharnons pas, nous, contre les morts, qu'il s'agisse d'hommes – qui, en tant qu'hommes, mêmes ennemis, méritent tout le respect qu'implique la dignité humaine – ou de doctrines idéologiques. Le libéralisme économique a eu une grande époque, une magnifique époque de splendeur ; à son impulsion, à son initiative sont dues l'expansion de richesses énormes jusqu'alors inexploitées le bénéfice, même, pour les couches inférieures de la société, des avantages résultant des grandes inventions, la compétence et l'abondance qui élevèrent, incontestablement, le niveau de vie du plus grand nombre. Et cependant le libéralisme économique allait mourir. Il allait mourir parce qu'il allait enfanter un phénomène formidable, le phénomène le plus formidable peut-être de notre époque, le capitalisme (et je crois qu'il ne s'agit plus maintenant d'histoire ancienne).

Je voudrais donc que nous nous mettions bien d'accord, une fois pour toutes, sur le sens des mots. Quand nous parlons du capitalisme, nous ne faisons pas allusion à la propriété privée ; ces deux choses sont non seulement distinctes, mais on peut presque dire qu'elles sont opposées.

Un des effets du capitalisme a été, précisément d'anéantir presque complètement la propriété privée dans ses formes traditionnelles. Ce fait est sans doute bien connu de vous tous, mais quelques précisions ne seront pas superflues. Le capitalisme est la transformation plus ou moins rapide du lien direct qui unit l'homme aux biens qu'il possède, en un instrument technique de domination. La propriété ancienne, propriété artisanale, propriété du petit producteur, du petit commerçant, est comme une projection de l'individu sur les biens qu'il possède, il est propriétaire en tant qu'il possède ces biens, qu'il en use, qu'il en jouit, qu'il peut les troquer. C'est à peu près dans ces termes que le Droit Romain a formulé, pendant des siècles, le droit de propriété. Mais, à mesure que le capitalisme se perfectionne et se complique, la relation entre l'homme et ses biens se relâche, par suite de l'interposition d'une série d'instruments techniques de domination ; et ce qui était lien direct humain, élémentaire, entre un homme et ses biens, se complique ; on commence à introduire des signes qui symbolisent une relation de propriété, et ces signes se substituent de plus en plus à la présence vivante de l'homme ; et quand le capitalisme arrive à ses derniers perfectionnements, le véritable titulaire de la propriété ancienne n'est déjà plus un homme, ni un groupe d'hommes, mais une simple abstraction représentée par des morceaux de papier ; voilà ce qui arrive dans ce qu'on nomme la Société anonyme.

La Société anonyme est la véritable titulaire d'un tas de droits ; et elle s'est déshumanisée à tel point, il lui est à tel point indifférent de savoir qui est le titulaires de ces droits, que le fait que les titulaires de ces actions changent, ne modifie en rien l'organisation juridique ou le fonctionnement de la société toute entière.

Donc, ce grand capital, ce capital technique, ce capital qui atteint des dimensions énormes, non seulement n'a rien à voir comme je vous l'ai dit, avec la propriété dans le sens élémentaire et humain, mais même il est son ennemi. C'est pour cela que, bien souvent, quand je vois les patrons et les ouvriers lutter avec acharnement les uns contre les autres, se « descendre » au coin des rues, tomber victimes d'attentats d'une inexpiable cruauté, je pense que les uns et les autres, s'ils savent qu'ils sont les protagonistes d'une grande lutte économique ignorent certainement que dans ce combat ils sont presque toujours du même côté de la barricade et que dans le parti d'en face, de l'autre côté, il y a le capitalisme, la technique du capitalisme et de la finance, si cela n'est pas vrai, dites-le moi, vous qui avez plus d'expérience que moi en ces matières. Combien de fois avez-vous eu recours aux grands établissements de crédit pour solliciter une avance de fonds ? Vous savez qu'on vous demande 7 ou 8 pour 100 d'intérêt, et vous savez aussi que l'argent qu'on vous prête n'appartient pas à l'établissement qui vous l'avance, mais à ceux qui le lui ont confié, moyennant un intérêt de 1 1/2 à 2 pour 100 ; et cette énorme différence qu'on vous décompte pour passer l'argent d'une main à l'autre pèse également sur vous et sur vous ouvriers, sur ces mêmes ouvriers qui vous attendent peut-être au coin de la rue pour vous abattre.

Eh bien, ce capitalisme de la finance, depuis quinze ou vingt ans court à sa perte et il y court de deux façons : d'abord du point de vue social (et cela nous devons nous y attendre), ensuite du point de vue technique du capitalisme lui-même, ce que nous allons démontrer.

Du point de vue social, je vais me trouver, sans le chercher, d'accord sur plus d'un point avec la critique de Karl Marx. Maintenant que nous sommes tous lancés dans la politique nous allons être obligés de parler de lui constamment, puisque nous devons tous nous déclarer marxistes ou antimarxistes ; et Karl Marx apparaît à beaucoup – je ne dis pas d'entre vous, bien entendu – comme une espèce de constructeur de sociétés utopiques. J'ai même lu, imprimée quelque part, la formule : « *les rêves utopiques de Karl Marx* ». Vous ne savez que trop que s'il y a eu au monde un homme qui n'était pas un rêveur, c'était Karl Marx. Qu'a-t-il fait ? Simplement ceci. Il s'est mis en face de la réalité vivante d'une organisation économique, celle des manufactures anglaises de Manchester,

et il en a déduit, implacablement, qu'au sein de cette structure économique opéraient des constantes qui finiraient par la détruire. Cela, Karl Marx l'a écrit dans un livre énorme, si énorme qu'il ne put le publier tout entier de son vivant, mais pour dire vrai, aussi intéressant qu'énorme ; un livre d'une dialectique serrée et pleine de génie ; un livre, comme je vous l'ai dit, de critique pure, dans lequel, après avoir prophétisé que la société élevée sur ce système finirait par se détruire elle-même, il ne se gêne pas pour prédire quand et comment surviendra la catastrophe. Il n'a rien dit de plus que ceci : « Étant donné telles et telles prémisses, j'en déduis que tout cela va mal finir » et, ceci dit, il mourut avant même d'avoir publié les tomes 2 et 3 de son œuvre et s'en fut dans l'autre monde (je ne m'aventurerai pas à dire en enfer, car ce serait un jugement téméraire) sans se douter qu'un jour viendrait où un antimarxiste espagnol le rangerait parmi les poètes.

Donc ce Karl Marx a prévu, depuis longtemps, l'échec social du capitalisme dont nous parlons aujourd'hui. Il a prévu que les choses suivantes, entre autres, allaient se passer : premièrement, la concentration du capital – que doit obligatoirement provoquer la grande industrie. La petite industrie n'opérait guère qu'avec deux éléments : la main d'œuvre et la matière première. Dans les époques de crise, quand le marché devenait plus étroit, ces deux choses étaient faciles à réduire : on achetait moins de matière première, on réduisait la main d'œuvre et la production s'équilibrait à peu près avec la demande. Mais la grande industrie, en dehors de l'élément que Marx lui-même appelle capital variable, investit une partie considérable de ses réserves en immobilisations, une partie qui dépasse de beaucoup la valeur des matières premières et de la main-d'œuvre ; elle met en marche de grandes installations de machines, que l'on ne peut arrêter d'un jour à l'autre. De sorte que, pour que la production puisse rémunérer cette masse de capital immobilisé, de capital irréductible, la grande industrie n'a d'autre ressource que de produire à un rythme forcené, ce qu'elle fait. Et comme à force de produire beaucoup, elle produit à bon marché, elle envahit peu à peu le champ des petits producteurs, les ruine l'un après l'autre, et finit par les absorber.

Cette loi de la concentration du capital, c'est Marx qui l'a formulée, et bien que certains affirment qu'elle ne s'est pas vérifiée, nous sommes obligés de constater le contraire en voyant l'Europe et le monde pleins de ces trusts, de ces énormes syndicats de production et de toutes ces organisations que vous connaissez mieux que moi, comme ces magnifiques magasins à prix unique, qui peuvent s'offrir le luxe de vendre à des prix de « dumping » parce qu'ils savent que vous ne pourrez pas les concurrencer pendant plus de quelques mois, alors qu'eux, en compensant les pertes d'un établissement ou d'une succursale par les gains d'un autre, n'ont qu'à attendre tranquillement, les bras croisés, votre disparition.

Deuxième phénomène social : la prolétarianisation. Les artisans privés de leur travail, les artisans qui étaient propriétaires de leurs outils de production et qui, naturellement, sont obligés de les vendre puisqu'ils ne leur servent plus à rien, les petits producteurs, les petits commerçants, sont peu à peu anéantis économiquement par la poussée formidable, irrésistible, du grand, capital et finissent par s'incorporer au prolétariat, par se « prolétarianiser ». Marx décrit cette phase avec un remarquable accent dramatique, quand il dit que ces hommes, après avoir vendu les outils avec lesquels ils travaillaient, après avoir vendu leurs biens et leur maison, finissent par n'avoir plus rien à vendre, se rendent compte alors qu'il ne leur reste plus qu'une marchandise, eux-mêmes et leur travail, et courent la louer au prix d'un esclavage temporaire. Ce phénomène de « prolétarianisation » de masses énormes qui s'agglomèrent dans les villes industrielles est un des symptômes de la faillite sociale du capitalisme.

Un autre symptôme se manifeste enfin : celui du chômage. Dans les premiers temps de l'emploi des machines, les ouvriers s'opposèrent à leur entrée dans les ateliers. Ils croyaient que ces machines qui pouvaient faire le travail de vingt, de cent, de quatre cents ouvriers, allaient prendre leur place. Comme on était à l'époque de la foi en un progrès indéfini, les économistes d'alors affirmèrent en souriant : « *Ces ouvriers ignorants ne savent pas que cela va augmenter la production, développer l'économie, donner plus d'essor aux affaires... il y aura place pour les machines et pour les hommes !* » Mais le fait est qu'il n'y a pas eu place pour les deux et qu'en beaucoup d'endroits les machines ont remplacé la quasi-totalité des ouvriers. Par exemple, dans la fabrication des bouteilles en Tchécoslovaquie – c'est un chiffre qui me vient à la mémoire – il y avait, non pas en 1880 mais en 1920, 8 000 ouvriers au travail. Il n'y en a plus à l'heure actuelle que mille, et cependant la production des bouteilles a augmenté.

Le remplacement de l'homme par la machine ne comporte même pas la compensation poétique que l'on attribuait à celle-ci dans les premiers temps. On disait : « Les machines feront notre travail, les machines nous libéreront de notre pénible labeur ». Et la machine n'a pas réduit la journée de travail. Celle-ci est restée, à peu de choses près, ce qu'elle était – et si elle a été réduite, cela est dû à d'autres causes. Mais elle a privé de travail les ouvriers en surnombre. Et elle n'a pas non plus donné la compensation de produire une hausse des salaires. Évidemment les salaires ont augmenté, mais là encore, nous devons constater ce qui est vrai en consultant les statistiques. Savez-vous de combien a augmenté le volume total des salaires payés aux ouvriers pendant l'époque de prospérité des États-Unis, pendant la partie la meilleure de cette époque, de 1922 à 1929 ? De 5 pour cent. Et savez-vous de combien ont augmenté les dividendes distribués au capital pendant la même période ?

De 86 pour cent. Dites-moi si cela vous paraît une manière équitable de répartir les bénéfices du machinisme ?

Mais il était facile de prévoir que le capitalisme aboutirait à cette faillite sociale. Ce qui était plus difficile à pronostiquer, c'est qu'il ferait aussi faillite sur le plan technique, ce qui sans doute l'a conduit à la situation désespérée où il se trouve aujourd'hui.

Par exemple : le phénomène des crises périodiques a été produit par la grande industrie, et produit précisément par le mécanisme que je vous expliquais tout à l'heure, quand je parlais de la concentration du capital. Les dépenses irréductibles de premier établissement sont des dépenses inertes, que l'on ne peut diminuer en aucun cas quand le marché se ralentit. La surproduction, cette production sur un rythme effréné dont je vous parlais il y a un instant, a fini par saturer le marché. Il se produit alors un phénomène de sous-consommation et le marché absorbe moins que les fabricants ne lui livrent. Si la structure de la petite économie subsistait, la production se restreindrait proportionnellement à la demande par la diminution des acquisitions de matières premières et de main-d'œuvre ; mais comme cela ne peut se faire dans la grande industrie, parce qu'elle est alourdie par ce capital immobilisé, par ce capital inerte, la grande industrie se ruine ; c'est-à-dire que, techniquement, la grande industrie doit faire face à des époques de crise pires que la petite industrie. Première atteinte à son orgueil d'autrefois !

Ensuite, une des caractéristiques les plus remarquables et les plus sympathiques de la grande industrie pendant la période héroïque du capitalisme libéral, disparaît aussi : je veux dire sa fierté des premiers temps qui lui faisait dire : « Je n'ai en rien besoin de l'aide publique, et mieux, je demande aux Pouvoirs publics qu'ils me laissent en paix, qu'ils ne se mêlent pas de mes affaires ». Bien vite, le capitalisme dut baisser la tête sur ce chapitre ; bien vite, quand vinrent les époques critiques, il fut obligé de s'adresser à l'aide publique, et nous avons vu les organisations les plus puissantes avoir recours à la bienveillance de l'État, soit pour obtenir des protections douanières, soit même des appuis financiers, ce qui revient à dire, comme l'a écrit un auteur ennemi du système capitaliste, que, celui-ci, dédaigneux et réfractaire à la socialisation éventuelle de ses bénéfices, est le premier à solliciter la socialisation de ses pertes quand les choses tournent mal.

Enfin, un autre avantage du libre-échange de l'économie libérale, était la stimulation de la concurrence. On disait : pour se faire concurrence dans un marché libre, les producteurs seront obligés d'améliorer de plus en plus leurs produits et la situation sera d'autant meilleure pour les acheteurs. Bien ! Mais le capitalisme a éliminé automatiquement la libre concurrence en donnant le monopole de la production à quelques entités puissantes.

Et tout cela produit les résultats que nous avons connus : la crise, la paralysie industrielle, la fermeture des usines, l'immense défilé des prolétaires sans travail, la guêrie européenne, et les jours de l'après-guerre ! Et l'homme qui aspirait à vivre au sein d'une économie et d'une politique libérales, protégé par le principe de liberté qui lui donnait la subsistance et l'optimisme, se trouva réduit à une condition terrible : auparavant, il était artisan, petit producteur, membre d'une corporation parfois dotée de privilèges, citoyen d'une commune importante. Maintenant, il n'est plus rien de cela : on l'a dépouillé de tous ses attributs, on l'a rendu, chimiquement pur, à sa condition d'individu : il n'a plus rien, si ce n'est le jour et la nuit. Il ne possède pas un pied de terre pour poser ses pieds, ni une maison pour s'abriter, l'antique citoyenneté, pleine, complète, humaine intégrale se trouve réduit à ces deux signes douloureux : un numéro dans les listes électorales et un numéro dans la queue à la porte des usines.

Et pour l'Europe, voici le dilemme : ou bien une guerre prochaine dans laquelle, désespérée, déséquilibrée, nerveuse, elle se précipitera aveuglément, ou bien, de l'autre côté, l'attraction de la Russie, de l'Asie – car, n'oublions pas l'influence anarchique asiatique qui existe dans ce qu'on appelle le communisme russe, en quantité au moins égale à l'influence marxiste allemande. Lénine, dans un livre publié très peu de temps avant le triomphe de la Révolution russe, annonçait comme dernière étape du régime qu'il se proposait d'implanter, l'avènement d'une société sans État ni classes. Cette étape final avait tous les caractères de l'anarchisme de Bakounine et de Kropotkine, mais pour arriver à cette période, il fallait d'abord passer par une autre étape très dure, l'étape marxiste de la dictature du prolétariat, et Lénine, avec un cynisme extraordinaire et plein d'ironie, disait : *« Cette étape ne sera ni libre ni juste. L'État a pour mission d'opprimer ; tous les États oppriment ; l'État de la classe laborieuse saura aussi être oppresseur ; ce qui se passera c'est qu'il opprimer la classe récemment expropriée, la classe qui l'opprimait jusqu'alors. Non, l'État ne sera ni libre ni juste ! Et pour tout dire, le passage à l'étape finale, à l'heureuse étape de l'anarchisme communiste, nous ne savons pas quand il se produira ! »*.

Il ne s'est pas produit encore, il est probable qu'il ne se produira jamais. Pour une sensibilité européenne, pour une sensibilité de bourgeois ou de prolétaire européen, cela est terrible, cela est désespérant. Là-bas, en Russie, c'est la réduction au simple numéro, et l'oppression d'un État de fer. Mais le prolétariat européen, désespère, et ne comprenant plus le sens de son existence, voit les choses de Russie sous la forme d'un mythe, comme une possibilité lointaine de libération.

Id.

C

120. L'ultime décomposition du libéralisme politique et du libéralisme économique nous a conduits à ceci : à mettre les énormes masses européennes en face de ce dilemme épouvantable : ou une nouvelle guerre, qui sera le suicide de l'Europe, ou le communisme, qui livrera l'Europe à l'Asie.

Id.

III CRITIQUE DU MARXISME

121. [...] Le libéralisme, tout en rédigeant, sur le papier, de merveilleuses déclarations de droits que personne ne lisait, entre autres causes parce qu'on n'enseignait pas au peuple à lire, le libéralisme nous faisait assister au spectacle, le plus inhumain qu'on eût jamais vu : dans les plus belles cités d'Europe, dans les capitales des États aux institutions les plus libres, des êtres humains, nos frères, livrés à la misère, à la tuberculose, à l'anémie, des enfants affamés, s'entassaient dans des maisons noires ou rouges, effrayantes, immondes, où ils pouvaient remâcher amèrement le sarcasme de s'entendre proclamés libres, voire souverains.

Discours de proclamation de la Phalange espagnole des JONS au Théâtre Calderon de Valladolid, 4 mars 1934.

122. Peut-on concevoir une forme de vie plus atroce que celle d'un prolétaire qui passe parfois vingt ans à fabriquer la même vis dans la même immense galerie d'usine, sans jamais voir terminé l'appareil dont cette vis fait partie, sans jamais avoir d'autre lien avec l'usine que la frigidité inhumaine de la feuille de paye ?

« Tradition et Révolution », préface à J. Pérez de Cabo, Arriba España, août 1935.

123. Une figure, à la fois repoussante et fascinante, celle de Karl Marx, plane sur ce spectacle de la crise du capitalisme. À l'heure actuelle, partout, les uns se proclament marxistes, les autres antimarxistes. Je vous le demande, et c'est un rigoureux examen de conscience que je formule : « *Qu'est-ce que cela veut dire : être antimarxiste ?* » Cela veut-il dire qu'on ne désire pas l'accomplissement des prédictions de Karl Marx ? Alors, nous sommes tous d'accord. Cela veut-il dire que Karl Marx s'est trompé ? Alors, ce sont ceux qui l'accusent d'erreur qui se trompent.

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

124. Le socialisme devait naître et sa naissance fut justifiée (nous n'avons pas peur de la vérité). Les ouvriers avaient à se défendre contre un régime qui ne leur donnait que des promesses de droits, mais qui ne se souciait pas de leur assurer une vie décente.

Le Socialisme, qui était une réaction légitime contre l'esclavage libéral, s'est dévoyé, parce qu'il a adopté primo : l'interprétation matérialiste de la Vie et de l'Histoire ; secundo, une attitude de représailles ; tertio, la proclamation du dogme de la lutte des classes.

Le Socialisme, et surtout, le Socialisme échafaudé du fond de leurs cabinets par quelques apôtres impassibles et froids qui ont réussi à inspirer confiance aux malheureux ouvriers, et qu'Alfonso Garcia Valdecasas nous a montrés tels qu'ils étaient, le Socialisme ainsi compris ne voit rien d'autre dans l'Histoire que le jeu des ressorts économiques ; le spirituel est supprimé, la religion est l'opium du peuple, la Patrie un mythe à exploiter les déshérités. Voilà ce que dit le Socialisme. Il n'y a rien d'autre que la production et l'organisation économique. Les ouvriers doivent donc bien presser leurs âmes pour qu'il n'y reste pas la moindre goutte de spiritualité.

Le Socialisme n'a pas l'ambition de rétablir une justice sociale détruite par le mauvais fonctionnement de l'État libéral. Il aspire simplement aux représailles. Il veut dépasser de plusieurs longueurs, dans son sens, l'injustice du régime libéral dans le sien.

Enfin, le Socialisme proclame le principe monstrueux de la lutte des classes et formule le dogme que cette lutte indispensable est une conséquence naturelle de la vie, que rien ne pourra jamais empêcher.

Le Socialisme, qui représentait une critique justifiée du libéralisme économique, nous a donc apporté, par le même chemin, les mêmes résultats que celui-ci : la désagrégation, la haine, la séparation et l'oubli de tous les liens de fraternité et de solidarité qui unissent les hommes.

Discours de fondation de la Phalange espagnole, Madrid, 29 octobre 1933.

125. La lutte des classes a eu un mobile juste et le Socialisme à ses débuts avait raison, pourquoi le nier ? Mais il s'est passé ceci, que le Socialisme au lieu de suivre sa route primitive d'aspiration à la justice sociale, s'est transformé en une simple doctrine d'une froideur glaciale, et ne pense plus le moins du monde à la libération de l'ouvrier. Les ouvriers vont clamant, tout fiers d'eux-mêmes, qu'ils sont marxistes. Ils ont donné le nom de Karl Marx à de nombreuses rues dans de nombreuses villes d'Espagne. Mais Karl Marx était un juif allemand qui, de son cabinet, observait avec une impassibilité effrayante les événements les plus dramatiques de son époque. C'était un juif allemand qui, en face des usines anglaises de Manchester, pendant qu'il formulait des lois implacables sur

l'accumulation du capital, la production, les intérêts des patrons et des ouvriers, écrivait à son ami Frédéric Engels des lettres où il disait que l'ouvrier n'était que plèbe et canaille, et qu'il ne fallait pas s'occuper de lui, sinon pour servir de preuve à leurs doctrines.

Le Socialisme cessa d'être un mouvement de rédemption des hommes ; il devint, comme je vous l'ai dit, une doctrine implacable. Au lieu de rétablir une justice, il voulut aller, par représailles, dans l'injustice, aussi loin qu'était allée l'injustice bourgeoise dans son organisation. Mais, en outre, il proclama et continua à proclamer que la lutte des classes ne cessera jamais et que l'Histoire doit être interprétée dans le sens matérialiste, c'est-à-dire, que pour l'expliquer on ne doit jamais faire intervenir que les phénomènes économiques. Ainsi, quand le marxisme arrive à son point culminant comme dans le régime russe, on arrive à dire aux enfants dans les écoles que la religion est l'opium du peuple, que la Patrie n'est qu'un mot inventé pour opprimer et que la pudeur ou l'amour paternel sont des préjugés bourgeois, qu'il faut déraciner à tout prix.

Voilà ce qu'est devenu le Socialisme ; croyez-vous que si les ouvriers le savaient, ils éprouveraient de la sympathie pour cette doctrine effrayante et inhumaine, née dans le crane du juif qui se nommait Karl Marx ?

Discours de proclamation de la Phalange Espagnole des JONS au Théâtre Calderon de Valladolid, 4 mars 1934.

126. Le Socialisme, en se déshumanisant dans l'esprit cruel de Karl Marx, se transforma en une féroce et glaciale doctrine de lutte. Dès lors, il n'aspirait plus à la justice sociale ; il aspirait à régler une vieille dette de rancune en imposant à la tyrannie bourgeoise d'hier la dictature du prolétariat.

« Nouvelle lumière en Espagne », L'Espagne syndicaliste, Saragosse, mai 1934.

127. Les prédictions de Marx s'accomplissent, plus ou moins vite, mais implacablement. On va à la concentration du capital, on va à la prolétarisation des masses et on va, pour finir, à la révolution sociale qui comportera une période très dure de dictature communiste... Et c'est cette dictature qui nous fait horreur à nous. Européens, Occidentaux, Chrétiens, parce qu'elle n'est rien d'autre que la négation de l'homme, son absorption dans une immense masse amorphe où se perd l'individualité, où se dilue la vêtue corporelle de chaque âme individuelle et éternelle. C'est pour cela que nous sommes antimarxistes, notez-le bien ! Parce qu'il nous fait horreur, comme à tout Occidental, à tout Chrétien, à tout Européen, patron ou prolétaire de n'être plus qu'un être inférieur dans une fourmilière. Et cela nous fait horreur parce que nous en savons quelque chose par le capitalisme qui nous convertit,

lui aussi, en une foule grégaire, et qui, lui aussi, est international et matérialiste. C'est pour cela que nous ne voulons ni de l'un, ni de l'autre ; c'est pour cela que nous voulons éviter l'accomplissement des prophéties de Karl Marx. Mais nous le voulons résolument et non pas à la façon de ces partis antimarxistes qui croient que l'accomplissement inexorable des lois économiques et historiques peut s'atténuer en donnant aux ouvriers quelques bonnes paroles avec quelques petits tricots pour leurs enfants.

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

128. Si la révolution socialiste n'était pas autre chose que l'implantation d'un nouvel ordre économique, nous ne serions pas effrayés. Mais la vérité est que la révolution socialiste est quelque chose de beaucoup plus profond. C'est le triomphe du sens matérialiste de la Vie et de l'Histoire. C'est la substitution violente de l'irrégiosité à la Religion, le remplacement de la Patrie par la classe, fermée et haineuse, le groupement, des hommes par classes et non le groupement des hommes de toutes les classes au sein d'une Patrie commune à tous ; c'est la substitution à la liberté individuelle de la sujétion à un État de fer qui non seulement régleme notre travail comme dans une fourmilière, mais encore et tout aussi implacablement notre repos. C'est tout cela. C'est le déchainement de tempête d'un ordre destructeur de la civilisation occidentale et chrétienne c'est le signal de clôture d'une civilisation que nous, qui avons été nourris de ses valeurs essentielles, nous nous refusons à croire caduque.

Id.

129. Le 24 de ce mois, au matin, j'ai été définitivement classé comme bolchevik par un certain nombre de personnes qui me font l'honneur de s'occuper de moi.

Quelle idée se font donc mes détracteurs des bolcheviks ? Pensent-ils que, le bolchevisme consiste essentiellement en une redistribution des terres pour y réinstaller un peuple depuis des siècles faméliques ? S'ils croient cela, ils se trompent.

Le bolchevisme est, à la base, une attitude matérialiste devant le monde. Le bolchevisme pourra sa résigner à échouer dans ses tentatives de collectivisation paysanne ; mais il ne cédera pas sur le point le plus important : arracher toute religion de l'esprit du peuple, détruire la cellule familiale, matérialiser l'existence. Quiconque part d'une interprétation purement économique de l'Histoire aboutit au bolchevisme. Ces deux attitudes, sans se nommer bolchevisme ou antibolchevisme, ont toujours existé. Bolchevik est celui qui aspire qui est disposé à se priver de jouissances matérielles, à lui ou aux siens. Antibolchevique, celui qui est disposé à se priver de jouissances matérielles pour défendre des valeurs de l'ordre spirituel.

Les anciens nobles, qui risquaient leur vie et leurs biens pour la Religion, la Patrie et le Roi, étaient la négation du bolchevisme. Nous qui, aujourd'hui, devant un système capitaliste qui croule, sacrifions confort et avantages pour essayer de refaire le monde en évitant le naufrage du spirituel, nous sommes la négation du bolchevisme. Peut-être notre effort, moins calomnié, aboutirait-il à consolider quelques siècles de vie moins luxueuse pour les intéressés..., mais en tout cas ils ne s'écouleraient pas sous le signe de la férocité et du blasphème. Et ceux qui, au contraire, s'enfoncent dans les jouissances sans fin de l'opulence sans effort, ceux qui estiment qu'il est beaucoup plus urgent de s'offrir les superfluités les plus raffinées que d'arracher un peuple à la faim, ceux-là, interprètes matérialistes du monde, sont les véritables bolcheviks. Et d'un bolchevisme d'un raffinement répugnant : le bolchevisme des privilégiés.

« Remarques sur le bolchevisme », ABC, 31 juillet 1935.

IV LE LIBÉRALISME ESPAGNOL

A

130. On pourrait presque dire que le libéralisme hors de l'Espagne n'a jamais été autre chose qu'un passe-temps intellectuel, une espèce de farce pour périodes de facilité. La France, par exemple, qui a fait plus que n'importe quel autre pays pour la mise en circulation du libéralisme, a toujours pris grand soin de le mettre de côté quand les choses devenaient graves. En France, on ne s'amuse pas avec la Police – d'origine napoléonienne – ni avec la loi – avec guillotine et Guyane – à sa disposition – ni avec la Patrie – armée d'implacables Conseils de guerre. Le libéralisme permet les bavardages et tolère les licences superficielles. Rien de plus.

« Une chance pour l'Espagne », Liberté, Valladolid, 22 octobre 1934.

B

131. En vérité, notre libéralisme politique et économique aurait presque pu s'épargner la peine de se décomposer, car à peine a-t-il existé. Le libéralisme politique en Espagne, vous savez en quoi il consistait. Les élections, jusqu'à une époque récente, se faisaient, au ministère de l'Intérieur et bien des Espagnols se félicitaient qu'il en fût ainsi. Un de nos plus brillants compatriotes, Angel Ganivet, vers 1887 disait à peu près : *« Fort heureusement nous avons en Espagne une institution admirable,*

celle de la candidature officielle – “el encasillado”⁴. Elle évite de faire des élections, parce que le jour où on fera vraiment des élections, la chose deviendra très grave. Pour se rendre maître de la volonté des masses, il faut, en effet, mettre en circulation des idées simplistes facilement accessibles, parce que la foule ne comprend pas les choses complexes. Et comme les hommes vraiment doués ne consentiront jamais à descendre dans la rue pour serrer la main de l’honorable électeur et lui raconter des niaiseries, il s’ensuit que ceux pour qui la propagation de sottises est une activité naturelle et un don personnel, finiront par triompher ». Et quelques années après, je crois que c’est en 1893, toujours récalcitrant et toujours ferme dans sa position antidémocratique, il en arrivait à dire : « Je suis un admirateur enthousiaste du suffrage universel, à une seule condition : que personne ne vote ! » Et il ajoutait : « Ne croyez pas que cela soit une plaisanterie de mauvais goût. J’entends bien qu’au fond, en principe, tous les hommes doivent prendre part au destin du pays, de même que je pense que la situation normale et parfaite de l’homme est d’être père de famille. Mais ces deux choses sont si difficiles que si je rencontre un homme sur le point de se marier, je lui conseille de n’en rien faire, et si je vois quelqu’un qui se dispose à aller aux urnes, je tâche de le convaincre de ne pas voter. Fort heureusement, le peuple espagnol n’a pas besoin de ces conseils parce qu’il a, par lui-même, décidé de ne pas voter ».

Voilà ce qu’était, en réalité, notre libéralisme politique. Et quand il cessa d’être cela, quand eurent lieu des élections sincères, nous eûmes le spectacle de Cortes convaincues que leur triomphe les autorisait à faire ce que bon leur semblait, et qui le firent, jusqu’à en écraser le reste des mortels.

Mais à part ce va-et-vient entre le régime libéral, qui n’existait pas, et les Cortes, qui existaient trop, l’État espagnol, l’État constitutionnel espagnol tel qu’il est défini par la Charte fondamentale et les lois accessoires, n’existe pas. C’est une pure plaisanterie, un pur simulacre d’existence. L’État espagnol n’existe dans aucune de ses institutions les plus importantes.

Discours « À la croisée des chemins dans l’histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

C

132. Le capitalisme espagnol fut rachitique dès ses débuts. Dès sa naissance, il commença à boiter, entre les secours de l’État et l’assistance des tarifs douaniers. Notre économie était plus appauvrie, notre peuple vivait plus misérablement qu’aucun autre.

Discours « Sur la révolution espagnole », Madrid, 19 mai 1935.

4 [NdT] « Encasillado », listes de candidats du Gouvernement auxquels celui-ci attribue des circonscriptions (Dictionnaire Idéologique de Casarès).

133. Le libéralisme économique n'eut pas davantage à faire faillite en Espagne parce que la grande époque du libéralisme économique, l'époque héroïque du capitalisme à l'origine, le capitalisme espagnol, en g, ne l'a pas vécue. Ici, dès le début, les grandes entreprises eurent recours à l'appui de l'État ; non seulement elles ne le repoussèrent pas mais elles le sollicitèrent – vous le savez parfaitement, comme tout le monde – et non seulement elles obtinrent l'aide de l'État, non seulement elles négocièrent des augmentations de tarifs douaniers, mais elles se firent de cette discussion une arme pour obtenir de l'État toutes sortes de concessions.

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

134. Notre modeste économie est obérée par l'entretien d'une masse insupportable de parasites ; de banquiers qui s'enrichissent en prêtant à intérêt élevé l'argent des autres ; de propriétaires de terres immenses qui, sans effort ni amour de la terre, touchent des fermages énormes ; d'administrateurs de grandes compagnies dix fois mieux rétribués que ceux qui, par leur travail, les font fonctionner ; de porteurs d'actions libérées qui le plus souvent sont rétribués à perpétuité et payés pour leurs intrigues ; d'usuriers, d'agioteurs et d'entremetteurs. Pour entretenir cette couche d'oisifs, qui n'ajoutent absolument rien à l'effort des autres, les directeurs, industriels, commerçants, travailleurs, pêcheurs, intellectuels, artisans et ouvriers, qui s'épuisent dans un travail sans illusion, doivent encore racler leurs maigres moyens d'existence. Aussi le niveau de la vie des classes productrices, classe moyenne et classe populaire, est-il, en Espagne, déplorablement bas. Pour l'Espagne l'excédent des propres produits est un problème parce que le peuple espagnol est tellement exploité qu'il peut à peine consommer.

Manifeste « Avant les élections », 12 janvier 1936, Arriba, 16 janvier 1936.

D

135. Combien de fois avez-vous entendu dire à des hommes de droite : *« Nous sommes dans une nouvelle époque, il nous faut un État fort... Il faut harmoniser le capital et le travail... Nous devons trouver une forme de vie corporative. »* Je vous assure que tout cela ne veut rien dire, ce ne sont que bulles d'air... Harmoniser le capital et le travail !... C'est comme si l'on disait je vais m'harmoniser avec cette chaise.

Quand on parle d'harmoniser le capital et le travail, ce que l'on veut faire, c'est continuer à entretenir une minorité de privilégiés sans valeur avec le travail de tous, des patrons aussi bien que des ouvriers.

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

V. L'ÉTAT CORPORATIF ET LES AUTRES FORMES D'ÉTAT

A

136. L'histoire de l'État corporatif, c'est aussi une bulle de savon. Mussolini, qui a quelque idée de ce qu'est un État corporatif, a prononcé un discours, il y a quelques mois, lors de l'installation des vingt-deux corporations, et il a dit : « *Ceci n'est rien de plus qu'un point de départ ; ce n'est pas un point d'arrivée.* » L'organisation corporative, à l'heure actuelle, n'est pas autre chose, approximativement, dans ses lignes générales, que ceci : les ouvriers forment une grande fédération, les patrons (les donneurs de travail comme on les appelle en Italie) en forment une autre et entre ces deux fédérations, l'État constitue comme une espèce de liaison. Comme solution provisoire c'est bien. Remarquez que c'est un schéma très semblable, à une échelle géante, à notre système de Jurys mixtes. Ce système maintient en bon état, à l'heure actuelle, les relations entre capital et travail, sur la base définie par l'économie capitaliste. Mais la position de celui qui fournit le travail, et la position de celui, qui loue son travail pour vivre, restent les mêmes.

Discours « À la croisée des chemins dans l'histoire politique et économique du monde », Cercle économique de Madrid, 9 avril 1935.

B

137. Les états totalitaires n'existent pas. Il y a des nations qui ont trouvé des hommes de génie, qui se sont substitués à l'État. Mais cela est difficile à imiter, et en Espagne, aujourd'hui, nous ne pouvons qu'attendre que surgisse un tel génie. Exemples de ce qu'on nomme États totalitaires : l'Allemagne et l'Italie. Mais notez que non seulement elles ne se ressemblent pas, mais encore qu'elles sont radicalement opposées. Elles partent de points opposés. L'Allemagne part de la puissance de foi d'un peuple en son instinct racial. Le peuple allemand est au paroxysme de lui-même. L'Allemagne vit en état de super-démocratie. Rome, au contraire, fait l'expérience d'un chef de génie et d'esprit classique, qui veut donner forme à un peuple par en haut. Le mouvement allemand est de type romantique ; sa route est celle de toujours ; de là est déjà partie la Réforme, et même la Révolution française, car la Déclaration des Droits de l'Homme est une copie calquée de la Constitution américaine, fille de la pensée protestante allemande.

Conférence « L'Espagne et la barbarie », Valladolid, 3 mars 1935.

138. Ni la social-démocratie, ni la tentative d'établir, sans homme de génie, un État totalitaire, ne suffiraient pour éviter la catastrophe [...]. Il y a des onguents d'un autre genre, dont nous sommes friands en Espagne : je veux dire les fédérations, les blocs, les alliances. Ils présument tous que l'union d'un certain nombre de nains peut donner naissance à un géant. En face de ce genre de remèdes, il faut prendre des précautions et ne pas se laisser duper par des discours. Certains de ces mouvements qui mettent la Religion en tête de leur programme ne prennent cette position que pour des raisons d'avantages matériels, et, en échange d'un assouplissement de la loi agraire, ou d'une bouchée de biens du clergé, ils renonceraient volontiers au Crucifix dans les écoles ou à la suppression du divorce.

Conférence « L'Espagne et la barbarie », Valladolid, 3 mars 1935.

VI. LA PHALANGE ESPAGNOLE DES JONS N'EST PAS UN MOUVEMENT FASCISTE

139. « La nouvelle selon laquelle José Antonio Primo de Rivera, Chef de la Phalange espagnole des JONS, se disposait à se rendre à un Congrès international fasciste qui se tient à Montreux est totalement fausse. Le chef de la Phalange fut invité à y assister mais refusa nettement cette invitation parce qu'il pense que le caractère national du Mouvement qu'il dirige est contraire à l'apparence même d'une direction internationale.

D'autre part, la Phalange espagnole des JONS n'est pas un mouvement fasciste ; elle a avec le fascisme certaines coïncidences sur des points essentiels ; mais elle affirme chaque jour davantage une personnalité propre avec ses caractères particuliers et elle est sûre de trouver en suivant cette voie ses possibilités les plus fécondes. »

« La Phalange espagnole des JONS n'est pas un mouvement fasciste ». Note rédigée par José Antonio et publiée dans la presse espagnole le 19 décembre 1934.

140. Constante de l'hispanité, distinction avec le fascisme. C'est pourquoi quand certains garçons qui m'accompagnent et quand moi-même, modestement, nous croyons trouver une source profonde et constante possible d'hispanité – je dis d'hispanité parce que le mot « espagnolisme » seul me gêne – nous ne nous laissons pas emporter par une tendance sensible, par une sorte de songe romantique. Ce que nous faisons, c'est croire que si une génération doit se donner à la politique, elle ne peut pas se donner avec le répertoire d'une demi-douzaine de phrases avec lesquelles beaucoup d'autres génération et même beaucoup de leurs représentants ont cheminé dans la politique. [...]

Mais parce qu'il résulte que nous avons paru dans le monde quand le fascisme prévaut – et j'assure M. Prieto que cela, loin de nous favoriser, nous fait plutôt tort – parce qu'il résulte que le fascisme a une série de caractères externes interchangeables que nous ne voulons pas prendre ; les gens, peu enclins à faire des distinctions délicates, jettent sur nous tous les attributs du fascisme, sans voir que nous avons seulement pris au fascisme les essences de valeurs permanentes que vous, qu'on appelle les « hommes des deux ans », avez prises vous aussi. Car ce qui caractérise la période de votre gouvernement, c'est qu'au lieu de prendre l'attitude libérale suivant laquelle l'État peut rester les bras croisés à tout moment en regardant qui monte le mieux au mât de cocagne et gagne le prix contre l'État lui-même, vous avez un sentiment de l'État que vous imposez énergiquement. Ce sentiment de l'État, ce sentiment qui croit que l'État a quelque chose à faire et quelque chose en quoi il faut croire est ce que le fascisme a de permanent et cela peut très bien se déduire de toutes les lignes, de tous les caractères et de tous les ornements du fascisme dont les uns me plaisent et dont les autres ne me plaisent pas du tout.

« Ironie sur le Parlement », intervention au Parlement, 3 juillet 1934.

141. Nous ne sommes pas des imitateurs. On nous critique aussi et on nous accuse d'employer des procédés et des doctrines d'autres pays en nous taxant d'être des imitateurs et on nous appelle « fascistes ».

À ceux qui disent cela, nous devons répondre que si l'on entend par fascistes des hommes qui ont une foi et une croyance en eux-mêmes et une foi et une croyance dans leur Patrie comme en quelque chose de supérieur à la somme des individus, comme une entité ayant sa vie propre, indépendante et ayant une entreprise universelle à accomplir, nous le sommes effectivement. Mais nous repoussons ce qualificatif si l'on croit que pour être fascistes le côté externe suffit avec les défilés, les uniformes, les cérémonies spectaculaires plus ou moins décoratives. C'est pourquoi le salut de l'Espagne est directement en nos mains, sans médiation des partis politiques, ni des députés, ni de rien d'autre que notre effort et notre volonté.

Discours à Callosa de Segura (Alicante), 22 juillet 1934.

142. Notre Mouvement est le cœur propre de l'Espagne. On nous dit que nous sommes des imitateurs. Onésimo Redondo a déjà répondu à cela. On nous dit que nous sommes des imitateurs parce que ce mouvement qui est nôtre, ce mouvement de retour vers le cœur même de l'Espagne est un mouvement qui s'est produit auparavant en d'autres lieux. L'Italie et l'Allemagne sont revenues à elles-mêmes dans une attitude sans espoir pour les mythes par lesquels on essaya de les rendre stériles ;

mais parce que l'Italie et l'Allemagne sont revenues à elles-mêmes et se sont entièrement trouvées elles-mêmes, disons-nous que l'Espagne les imite en se cherchant ? Ces pays se sont retournés vers leur propre essence et, en faisant de même, l'essence que nous trouverons sera la nôtre et non celle de l'Allemagne et de l'Italie. C'est pourquoi [...] en faisant ce qu'ont fait les Italiens ou les Allemands, nous serons plus Espagnols que nous ne l'avons jamais été. [...]

Enfin, on nous dit que nous n'avons pas de programme. Mais connaissez-vous quelque chose de sérieux et de profond qu'on ait fait une fois avec un programme ? Quand avez-vous vu que ces choses décisives, que ces choses éternelles que sont l'amour et la vie et la mort se fassent conformément à un programme ? Ce qu'il faut avoir est un sentiment absolu de ce qu'on veut : un sentiment absolu de la Patrie, de la vie, de l'Histoire et ce sentiment absolu, clair dans l'âme, nous dit en toute conjoncture ce que nous devons faire et ce que nous devons préférer. Dans les meilleures époques on n'a pas eu tant de cercles d'études, ni tant de statistiques, ni de cens électoraux, ni de programmes. En outre, si nous avions un programme concret, nous serions un parti de plus et nous ressemblerions à nos propres caricatures. Tous savent qu'ils mentent quand ils disent de nous que nous sommes une copie du fascisme italien que nous ne sommes pas catholiques et que nous ne sommes pas espagnols, mais ceux qui le disent se hâtent d'organiser de la main gauche une sorte de simulacre de notre mouvement. Ainsi feront-ils un défilé à l'Escorial si nous en faisons un à Valladolid.

Discours de proclamation de la Phalange Espagnole des JONS au Théâtre Calderon de Valladolid, 4 mars 1934.

143. La nouvelle foi espagnole. L'Espagne galvanisée par cette chaleur, ne va pas imiter l'Italie ; elle va se chercher elle-même ; elle va chercher dans ses propres entrailles ce que l'Italie chercha dans les siennes ; et elle va allumer dans tous les Espagnols la foi résolue par laquelle ils peuvent se sauver ensemble et sauver l'Espagne.

Notre Phalange, portant la foi nouvelle, refera de l'Espagne une nation et y plantera la justice sociale. Elle lui donnera le pain et la foi, la nourriture, la dignité et la foi impériale.

« Nouvelle lumière en Espagne », L'Espagne syndicaliste, Saragosse, mai 1934.

